

RAPPORT ANNUEL JUIN 2023

AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES

OPCVM de droit français (SICAV)

Société de gestion

Amundi Asset Management

Sous délégataire de gestion comptable en titre

CACEIS Fund Administration France

Dépositaire

CACEIS BANK

Commissaire aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Sommaire

	Pages
Caractéristiques de l'OPC	3
Compte rendu d'activité	7
Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue	27
Informations spécifiques	34
Informations réglementaires	35
Certification du Commissaire aux comptes	40
Comptes annuels	46
Bilan Actif	48
Bilan Passif	49
Hors-Bilan	50
Compte de Résultat	53
Annexes aux comptes annuels	54
Règles et méthodes comptables	55
Evolution de l'Actif net	61
Compléments d'information	62
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	78
Inventaire	82

Caractéristiques de l'OPC

Classification

Obligations et autres titres de créance internationaux.

Objectif de gestion

La SICAV a pour objectif de réaliser une performance supérieure à celle de l'indice JP Morgan Government Bond Index Broad sur un horizon recommandé de placement de minimum 3 ans.

Stratégie d'investissement

Stratégies utilisées :

Dans un univers d'investissement international, la SICAV offre une gestion active sur les marchés de taux et de changes.

Afin de surperformer l'indice de référence, l'équipe de gestion met en place des positions stratégiques et tactiques ainsi que des arbitrages sur l'ensemble des marchés de taux internationaux et de devises.

Les positions devises découlent des vues stratégiques qualitatives de l'équipe de gestion sur le marché des changes. Ces vues sont alimentées par les études tant internes qu'au groupe Amundi qu'externes (consultants, courtiers) et font ensuite l'objet tout d'abord d'une quantification en portefeuille modèle par optimisation statistique (optimisation incluant également les vues sur les marchés des taux) puis d'une adaptation en fonction des contraintes de gestion spécifiques de la SICAV (indice de référence, tracking-error maximale, etc...).

Par ailleurs, la part IHC sera libellée en CHF alors que l'investissement dans le portefeuille se fera en Euro. Le fonds utilisera des instruments financiers à terme (swap de change, change à terme) afin de couvrir l'exposition de la part libellée en devise étrangère contre le risque de change. De cette manière, la performance de la valeur liquidative de la part CHF pourra être comparée à celle de son indicateur de référence, le JP Morgan Global Government Bond Index Broad.

L'équipe de gestion a en outre recours à une diversification limitée sur les marchés émergents. La recherche de surperformance de la SICAV repose sur sept axes majeurs de valeur ajoutée :

- la sensibilité globale du portefeuille; gestion active du risque obligataire global du portefeuille à l'intérieur d'une fourchette de sensibilité comprise entre 0 et 9,5 selon les anticipations haussières ou baissières de l'équipe de gestion sur l'évolution des taux ;
- l'allocation de sensibilité entre les différents marchés obligataires ;
- l'allocation de sensibilité entre les différents segments des courbes de taux ;
- l'allocation sur le crédit émergent ;
- la sélection de titres ;
- l'allocation devises, tant pour les devises OCDE que non OCDE ;
- le trading.

Un contrôle global et précis du risque s'effectue au travers du contrôle de la Tracking Error ex-ante de la SICAV (annuelle, à 66% de niveau de confiance) par rapport à son indice de référence. Celle-ci se trouvera dans une fourchette de 3 à 7% en moyenne sur l'année calendaire.

Information sur l'intégration des risques de durabilité

Amundi applique une Politique d'Investissement Responsable qui consiste en une politique d'exclusions ciblées selon la stratégie d'investissement.

Les principales incidences négatives des décisions d'investissement (au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »)) sont les effets négatifs, importants ou susceptibles d'être importants, sur les facteurs de durabilité qui sont causés, aggravés par ou directement liés aux décisions d'investissement.

L'Annexe 1 du règlement délégué au Règlement Disclosure dresse la liste des indicateurs des principales incidences négatives.

Aussi, la société de gestion considère la prise en compte des principales incidences négatives à travers sa politique d'exclusions normatives. En l'espèce, seul l'indicateur 14 (Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques et armes biologiques) est pris en compte. Les autres indicateurs ainsi que la notation ESG des émetteurs ne sont pas pris en compte dans le process d'investissement.

Des informations plus détaillées sur les principales incidences négatives sont incluses dans la déclaration réglementaire ESG de la société de gestion disponible sur son site internet : www.amundi.com.

Le principe consistant à "ne pas causer de préjudice important" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Profil de risque

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés.

Les principaux risques spécifiques liés à la classification sont :

Risque de taux

Il s'agit du risque de dépréciation des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêt. La SICAV est gérée dans une fourchette de sensibilité comprise entre 0 et +9,5.

Risque de change

Il s'agit du risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise de référence du portefeuille, l'euro. En fonction du sens des opérations de l'OPCVM, la baisse (en cas d'achat) ou la hausse (en cas de vente) d'une devise par rapport à l'euro, pourra entraîner la baisse de la valeur liquidative.

Risque de crédit

Il s'agit du risque de baisse de la qualité de crédit d'un émetteur privé ou de défaut de ce dernier. En fonction du sens des opérations de l'OPCVM, la baisse (en cas d'achat) ou la hausse (en cas de vente) de la valeur des titres de créance sur lesquels est exposé l'OPCVM peut baisser entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque lié à l'utilisation de titres spéculatifs (haut rendement)

Cet OPCVM doit être considéré comme en partie spéculatif et s'adressant plus particulièrement à des investisseurs conscients des risques inhérents aux investissements dans des titres dont la notation est basse ou inexistante. Ainsi, l'utilisation de titres « haut rendement / High Yield » pourra entraîner un risque de baisse de la valeur liquidative plus important.

Risque lié à l'utilisation d'ABS/MBS

Pour les ABS (Asset Backed Securities) et MBS (Mortgage Backed Securities), le risque de crédit repose principalement sur la qualité des actifs sous-jacents, qui peuvent être de natures diverses (créances bancaires, titres de créances...). Ces instruments résultent de montages complexes pouvant comporter des risques juridiques et des risques spécifiques (liquidité) tenant aux caractéristiques des actifs sous-jacents. La réalisation de ces risques peut entraîner la baisse de la valeur liquidative de l'OPCVM.

Les principaux risques spécifiques liés à la gestion sont :

Effets possibles de l'utilisation des dérivés sur le profil de risque

L'utilisation des dérivés est totalement intégrée à la gestion du portefeuille soit comme substituts à des titres vifs, soit comme instruments de gestion à part entière. Les dérivés ne sont en revanche pas utilisés en vue de générer un effet de levier qui permettrait au portefeuille d'être exposé au-delà d'une fois l'actif.

Risques d'évolution potentielle de certains éléments (fiscalité)

Une veille réglementaire sur la fiscalité est assurée avec pour objectif de déterminer les éventuelles retenues à la source sur les instruments du portefeuille et en tenir compte lors des décisions d'investissement.

Risque en capital

L'investisseur est averti que son capital peut ne pas lui être totalement restitué.

Risque spécifique lié à l'utilisation d'obligations subordonnées complexes (convertibles contingentes) (accessoire)

Il s'agit notamment des risques liés aux caractéristiques de ces titres quasi-perpétuels :

annulation du coupon, réduction partielle ou totale de la valeur du titre, conversion de l'obligation en action, remboursement du capital et paiement des coupons "subordonnés" à ceux des autres créanciers ayant des obligations de rang supérieur, possibilité d'appel en cours de vie à des niveaux prédéterminés. Ces spécificités peuvent être déclenchées, en tout ou partie et à tout moment, soit en raison des ratios financiers de l'émetteur, soit par décision discrétionnaire et arbitraire de ce dernier ou avec l'approbation de l'autorité de tutelle. La réalisation de l'un de ces risques peut entraîner une baisse de la valeur liquidative de l'OPC.

Risque action (accessoire)

Il s'agit du risque de baisse des actions ou des indices actions auxquels le portefeuille est exposé.

Les autres risques sont :

Risque lié aux titres des pays émergents

Les titres de ces pays offrent une liquidité plus restreinte que ceux des pays développés ; ainsi certains titres de ces pays peuvent être difficilement négociables ou même ne plus être négociables momentanément, du fait notamment de l'absence d'échanges sur le marché ou de restrictions réglementaires ; en conséquence, la détention éventuelle de ces titres peut entraîner des dérogations au fonctionnement normal du fonds conformément au statut de l'OPCVM et si l'intérêt des investisseurs le commande. En outre, les mouvements de baisse de marché pouvant être plus marqués et plus rapides que dans les pays développés, la valeur liquidative pourra baisser plus fortement et plus rapidement.

Restriction de liquidité

La SICAV est principalement investie au travers de titres, de produits dérivés ou de devises offrant les meilleures conditions de liquidité quelles que soient les conditions de marché. La SICAV reste marginalement vulnérable (+/- 10% de l'actif du portefeuille) à un risque de liquidité sur ses positions en titres vifs non-OCDE. Certains titres dans lesquels l'OPCVM est investi peuvent être difficilement négociables ou même ne plus être négociables momentanément, du fait notamment de l'absence d'échanges sur le marché, de restrictions réglementaires.

Risque de contrepartie

L'OPCVM a recours à des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres et/ou à des dérivés négociés de gré à gré dont les contrats d'échange sur rendement global. Ces opérations, conclues avec une contrepartie, exposent l'OPCVM à un risque de défaillance et/ou de non-exécution du contrat d'échange de la part de celle-ci, qui pourront avoir un impact significatif sur la valeur liquidative de l'OPCVM. Ce risque pourrait ne pas être, le cas échéant, compensé par les garanties financières reçues.

Risque de liquidité lié aux acquisitions et cessions temporaires de titres et/ou contrats d'échange sur rendement global (TRS)

L'OPCVM peut être exposé à des difficultés de négociation ou une impossibilité momentanée de négociation de certains titres dans lesquels l'OPCVM investit ou de ceux reçus en garantie, en cas de défaillance d'une contrepartie d'opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titre et/ou de contrats d'échange sur rendement global (TRS).

Risque juridique

L'utilisation des acquisitions et cessions temporaires de titres et/ou contrats d'échange sur rendement global (TRS) peut entraîner un risque juridique, notamment relatif aux contrats.

Risque en matière de durabilité

Il s'agit du risque lié à un évènement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Pour toutes informations complémentaires, se référer au prospectus en vigueur.

Compte rendu d'activité

Juillet 2022

Les marchés obligataires se sont très bien comportés en juillet avec un premier mois de performance positive en 2022, dans un contexte de détente sur les taux long et un resserrement des spreads de crédit. L'inflation est resté élever, mais les données récentes suggèrent que l'inflation pourrait atteindre un pic. L'inflation en Europe a augmenté plus que prévu en juillet à 8,9% et l'inflation aux États-Unis a atteint un nouveau plus haut en 40 ans à 9,1% en juin. En ce qui concerne la croissance, la zone euro a surpris significativement à la hausse au T2 à 0,7%; ce qui était probablement dû à l'augmentation de la consommation, des exportations de services et du tourisme. Au contraire, les États-Unis se sont à nouveau contractés de -0,9% au deuxième trimestre et sont donc entrés dans une « récession technique », mais la consommation des consommateurs reste forte et le marché de l'emploi reste tendu. En réponse à ces publications économiques, les banques centrales ont maintenu leurs positions hawkish, leur objectif de ralentissement de l'inflation restant une priorité essentielle. La BCE a relevé ses taux pour la première fois depuis plus de 8 ans en surprenant le marché avec une hausse de 50 points de base. La Réserve fédérale a réalisé une deuxième hausse consécutive de 75 points de base lors de sa réunion de juillet, portant la fourchette cible des fonds fédéraux à 2,25-2,5%. Dans ce contexte, le 10 ans américain a chuté de 36 points de base à 2,65% et le Bund 10 ans a chuté de 52 points de base à 0,82%. Au sein des spreads périphériques, les spreads italiens se sont élargis de 28 points de base à 221 points de base, après avoir atteint un plus haut intra-mensuel supérieur à 230 points de base suite à la démission du Premier ministre Draghi. Parallèlement à d'autres actifs risqués, les spreads IG mondiaux ont enregistré de solides performances avec un resserrement de 15 points de base à 162 points de base. Le fonds affiche une performance positive mais sous-performe son indice de référence sur le mois avec une contribution de nos stratégies de devises et de crédit tandis que nos stratégies de taux étaient négatives. Notre allocation en devises a eu un impact positif grâce à nos stratégies de valeurs relatives intra-blocs. Notre allocation crédit a eu une performance positive avec un resserrement des spreads de crédit. Sur les taux, notre sous pondération en sensibilité ainsi que nos stratégies de courbe étaient source de sous-performance.

Août 2022

Les marchés de taux ont connu une forte correction au moins d'août dans un contexte de lutte contre l'inflation. Les banques centrales maintiennent leur position « hawkish » avec pour principal objectif de ralentir l'inflation. Les commentaires récents des membres du conseil des gouverneurs de la BCE indiquent qu'une hausse d'au moins 50 points de base est quasi certaine lors du meeting du 8 septembre, sans exclure la possibilité d'une hausse de 75 points de base. Jay Powell a réitéré l'engagement de la Fed à lutter contre l'inflation, reconnaissant que le relèvement des taux et la réduction du bilan de la banque centrale seront douloureux pour les marchés. Ces derniers ont fortement réagi à la réaffirmation du discours « hawkish » du président de la Fed ainsi qu'au flux de bonnes nouvelles économiques aux Etats-Unis (notamment sur l'emploi). Alignée avec les discours agressifs de la BCE et de la Fed, la Banque d'Angleterre a relevé ses taux de 50 points de base à 1,75%, la plus forte augmentation depuis 1995, et est devenue la première banque centrale du G7 à anticiper une récession de longue durée à partir de 2023. Pendant ce temps, dans le but de stimuler une croissance fortement impactée par la politique « zéro covid » et un marché immobilier moribond, la People's Bank of China (PBoC) a réduit le taux de prêt à moyen terme de 10 points de base à 2,75%, suivi par la réduction de son taux préférentiel de référence sur 5 ans de 4,3% à 4,45% et la réduction de son taux préférentiel de référence sur 1 an de 3.7% à 3.65%. Ces baisses de taux sont mineures mais signalent néanmoins la volonté de la PBoC de perdurer dans sa politique monétaire expansive. Dans ce contexte, le taux 10 ans américain est monté de 54 points de base à 3,19% et le taux 10 ans allemand de 72 points de base à 1,54%. Au sein des spreads périphériques, le spread BTP/Bund s'est élargi de 15 points de base à 235 points de base en raison des incertitudes politiques liées à sa forte exposition aux prix du gaz et aux élections à venir en septembre. Les spreads crédit « Investment Grade » mondiaux sont restés stables tandis que les spreads obligataires des marchés émergents se sont resserrés. En devises, le dollar américain s'est apprécié par rapport aux principaux marchés développés et émergents, notamment contre le GBP (-4,51% par rapport à l'USD), pénalisé par les prédictions de récession et l'incertitude politique quant au choix du premier ministre et contre le CNH (-2,12% par rapport à l'USD) suite à la poursuite de la politique monétaire expansive et à la publication de chiffres de croissance décevants. Le fonds affiche une performance positive et surperforme son indice de référence sur le mois avec une contribution de nos stratégies de devises, de taux et de crédit.

Nous avons tiré parti de notre allocation en devises grâce à notre exposition positive au dollar (USD) et aux devises émergentes (acheteur de MXN et BRL & vendeur de TWD). Notre exposition crédit positive a été atténuée par notre exposition aux obligations émergentes, aux obligations d'Etats, Supranationales et d'Agences (SSA) et à l'utilisation de CDS pour couvrir le risque crédit du portefeuille. Sur les taux, le fonds a bénéficié de sa sous-exposition en sensibilité ainsi que des stratégies de courbe pour performer.

Septembre 2022

Encore un mois agité pour les marchés, avec un recul de la grande majorité des indices obligataires. Les marchés développés ont procédé à un resserrement significatif de leur politique monétaire en septembre, la Banque du Japon étant la seule exception à la règle. La Fed et la BCE ont chacune relevé leur taux de 75 pb et la BoE de 50 pb. Au Royaume-Uni, l'annonce d'un plan budgétaire massif alors même que la politique monétaire peine à contrer l'inflation et que la Banque d'Angleterre semble manquer de conviction, a provoqué la chute de la livre sterling et une envolée soudaine des taux britanniques. Par contagion, les rendements obligataires des autres marchés développés ont eux aussi connu un regain de volatilité à la fin du mois. Les orientations politiques semblent plus fragmentées sur les marchés émergents : la Banco Central do Brazil a finalement marqué une pause, la Banque publique de Chine a de son côté adopté une position accommodante, pour ne citer que quelques exemples. Dans le sillage du resserrement des politiques monétaires et malgré des craintes croissantes de récession, les principaux taux à dix ans ont sensiblement augmenté en septembre. Les taux ont ainsi augmenté de 54 pb aux États-Unis, de 72 pb en Europe et de 93 pb au Royaume-Uni, atteignant ainsi le niveau le plus élevé depuis 2008. Les courbes se sont largement aplaties. La hausse des taux, la résistance de l'inflation et l'actualité géopolitique exercent également des pressions à la baisse sur les actifs à risque. L'indice BofA US IG Corporate s'est élargi de 19 pb, affichant une performance négative de 5,3%, le spread du haut rendement s'est écarté de 40 pb mais la performance globale s'est avérée moins négative que celle du segment investment grade, à -4%. En Europe, le segment investment grade s'est élargi de 23 pb et a inscrit une performance de -3,5%, conforme à celle du haut rendement. Les « CoCos » ont fait partie des segments d'obligations d'entreprises les moins performants. avec une performance globale de -6.7%. Le mois de septembre a été marqué par la vigueur de l'USD, la monnaie s'étant appréciée pour atteindre son plus haut niveau depuis cinq décennies sur la base du taux de change effectif réel (REER) par rapport à un panier de devises internationales. Cette solide tendance du dollar est alimentée par les hausses de taux répétées de la Fed américaine, qui a augmenté ses taux de 0,75% pour la troisième fois consécutive, à 3,25%, tout en indiquant clairement qu'elle continuera à les relever pour lutter contre l'inflation. . L'aversion mondiale pour le risque s'est également accentuée en raison de la recrudescence des craintes d'une récession mondiale, ce qui a incité les investisseurs à rechercher la sécurité dans le dollar. Alors qu'une récession mondiale est de plus en plus redoutée, les devises liées aux matières premières, comme la couronne norvégienne et le dollar néo-zélandais, ont enregistré les pires résultats, se dépréciant respectivement de 8,9% et de 7,7%. Le MXN a enregistré l'une des plus fortes progressions du mois, gagnant 0,1% par rapport à l'USD, à la faveur d'un portage attrayant et d'une politique relativement stable. Dans ce contexte, le fonds a enregistré une performance négative et sous-performé son indice de référence. Les stratégies de devises et de taux ont soutenu la performance tandis que le crédit a constitué un frein. Nos stratégies de courbe de rendement et la sous-pondération de la duration par rapport à l'indice de référence y ont contribué, tandis que nos stratégies de courbe, l'allocation géographique (la dette locale russe a été évaluée au plus bas) et l'exposition aux obligations liées à l'inflation ont nui. Sur les devises, notre allocation aux devises des marchés émergents (sous-pondération du TWD de l'ILS) et la position longue sur l'USD ont été bénéfiques, tandis que l'allocation aux devises des pays développés a freiné la performance (en particulier le bloc EUR : court CHF et long NOK). Les allocations surpondérées au crédit ont constitué une entrave, car les spreads de crédit se sont élargis sous l'effet des inquiétudes croissantes des investisseurs au sujet de l'inflation galopante, de nouvelles hausses des taux et de la croissance poussive, avec à la clé un courant vendeur généralisé.

Octobre 2022

Un nouveau mois en ébullition sur le front de la politique monétaire. Pas d'envolée spectaculaire des rendements obligataires, assez stables durant le mois. Après avoir entamé le mois à 2,11%, le 10 ans allemand a grimpé à 2,41% avant de terminer le mois à 2,14%. La BCE a relevé ses taux de 75 pdb, une hausse attendue par le marché, et a annoncé modifier les conditions des TLTRO. Malgré tout, la BCE n'a pas trop durci le ton lors de sa conférence, compte tenu de la détérioration des perspectives économiques.

Des expressions telles que « [décisions relatives aux taux directeurs] dépendantes des données » ou « réunion par réunion » ont incité les investisseurs à acheter des obligations européennes à court terme le jour même, provoquant une pentification de la courbe. Néanmoins, dès le lendemain, après la publication du PIB européen et de nouveaux chiffres d'inflation toujours élevés, les taux ont fait machine arrière : les bons du Trésor, après avoir entamé le mois à 3.83%, ont culminé à 4.24% avant de terminer à 4.05%, le marché avant bon espoir que la Fed calme le jeu du côté des hausses. Après avoir entamé le mois à 4.09% le Gilt a grimpé à 4.47%. avant de terminer le mois à 3,52%. Contrainte à un rétropédalage après avoir proposé son mini-budget, la Première ministre. Liz Truss a finalement démissionné, remplacée par Rishi Sunak, déclenchant une réaction positive du côté de la livre et des taux. Les taux australiens ont reculé de 3,89% à 3,76%. La Banque de réserve australienne (RBA) a surpris à la baisse, en relevant ses taux de 25 pdb, un peu moins qu'attendu, à 2,6%. Dans son sillage, les taux Kiwi de sa voisine ont reculé de 4,30% à 4,19%, avant de culminer à 4,70% le 20 octobre. La Banque de réserve néo-zélandaise a relevé ses taux de 50 pdb à 3,5%, sans surprise, signant la cinquième hausse consécutive de 50 pdb. À l'instar de la RBA, la Banque centrale du Canada a relevé ses taux avec une ampleur moins forte que prévu, de 50 pdb contre 75 pdb attendus par le consensus, et a adopté un ton plus conciliant par rapport à ces derniers mois. Côté données, l'inflation en zone euro a battu de nouveaux records, alimentée par les prix de l'énergie. Les PMI dans l'industrie ont reculé, mais l'activité industrielle a inscrit des résultats plus élevés que prévu. L'Allemagne a annoncé le financement d'un bouclier énergie de 200 milliards d'euros qui plafonne le prix de l'énergie à 70% pour les grandes entreprises pendant 16 mois et à 80% pour les petites entreprises et les particuliers pendant 14 mois. Au Royaume-Uni, l'indice des prix à la consommation est resté à un plus haut historique, alimenté par les prix de l'alimentation et des boissons. Outre-Atlantique, la production manufacturière américaine a progressé à 4,7% en glissement annuel, l'inflation de base est restée obstinément élevée à 6% et les demandes d'allocation chômage ont légèrement augmenté, même si elles restent historiquement faibles. Du côté du crédit, les spreads de crédit Investment Grade américains et européens se sont légèrement resserrés en fin de mois, tandis que les spreads dans le haut rendement se sont inscrits en baisse de près de 80 pdb aux États-Unis et de 45 pdb en Europe. Les CoCos et les Hybrides IG se sont contractés de 18 pdb et de 10 pdb, respectivement, faisant mieux que leurs contreparties senior sur une base ajustée du risque. Dans ce contexte, le fonds a signé une performance positive et a surperformé son indice de référence. Les stratégies de devises, de crédit et de taux ont soutenu la performance. La sous-pondération de la duration par rapport à l'indice de référence et les stratégies de courbe (barbell USD) ont freiné la performance, tandis que notre allocation par pays (souspondération de l'USD par rapport à l'EUR et position longue sur l'AUD, duration sur le NZD et la Chine), notre sélection d'obligations (surpondération des périphériques/semi-centraux par rapport aux pays centraux de l'UEM) et notre exposition aux obligations indexées sur l'inflation ont été bénéfiques. Sur les devises, notre allocation aux devises des marchés émergents (surpondération du BRL et sous-pondération du TWD) et notre allocation aux devises des pays développés (position surpondérée sur la NOK et sous-pondération du CHF) ont soutenu la performance. La dette émergente en devises fortes a également été un moteur de la performance étant donné que les spreads se sont resserrés. La performance dans le crédit a été légèrement positive étant donné que nous sommes restés longs sur le bêta crédit, bien que notre couverture overlay des dérivés de crédit ait été pénalisante. Nous avons augmenté notre sous-pondération de la duration. Les principaux ajustements apportés à notre allocation par pays ont porté sur l'EUR (nous sommes passés en sous-pondération et avons essentiellement augmenté la sous-pondération à l'Allemagne, la BCE cherchant à regagner en crédibilité face à l'inflation galopante) et sur l'USD (nous avons en partie pris des bénéfices en réduisant la sous-pondération suite à l'envolée vigoureuse des taux, les anticipations de taux final ayant atteint la barre des 5%. Nous restons toutefois sous-pondérés, convaincus que les risques restent orientés à la hausse en raison de la prime à échéance plus longue et du resserrement monétaire). Dans les autres segments, nous avons maintenu notre position longue sur la Chine, Pékin poursuivant une politique monétaire accommodante. Nous avons maintenu notre positionnement dans la partie courte aux États-Unis et dans la partie plate pour l'EUR /l'AUD. Dans le crédit, nous restons optimistes vis-à-vis des obligations d'entreprise, essentiellement à l'égard des émetteurs américains Investment Grade et des créances financières subordonnées. Nous demeurons positifs à l'égard des obligations souveraines et quasi-souveraines des marchés émergents (monnaie forte et locale). La sélectivité reste le maître-mot face à la multitude de scénarios idiosyncratiques (Mexique, Roumanie, Brésil, etc.). Côté devises, nous avons maintenu une position surpondérée sur les devises des marchés émergents et sous-pondérée sur le JPY. Nous avons réduit la position longue sur l'USD et augmenté la sous-pondération de l'EUR. Au sein du bloc euro, nous avons réduit la sous-pondération du CHF et augmenté la sous-pondération du GPB.

Novembre 2022

Début novembre, la Réserve fédérale américaine a relevé les taux pour la 4ème fois de suite, de 75 pb, ce qui porte le taux supérieur des Fed Funds à 4%. La Banque d'Angleterre a emboîté le pas à la Fed en relevant ses taux de 75 pb; et la Banque d'Angleterre et la BCE ont indiqué que de nouvelles hausses seront nécessaires pour maîtriser l'inflation. La publication des chiffres de l'inflation et le discours de Jerome Powell ont entraîné une flambée des cours des actions et des obligations ainsi qu'une chute du dollar américain. Le rendement de l'US Treasury 10 ans a perdu presque 30 pb après la publication de l'IPC et cédé 14 pb suite au discours prononcé par M. Powell le 30 novembre, terminant ainsi le mois à 3.6%. Au Royaume-Uni. le rendement du Gilt 10 ans a baissé à 3% pour la première fois depuis début septembre avant de remonter à 3,1%, tandis que le rendement du Bund 10 ans a cédé environ 16 pb depuis le plus haut atteint au cours du mois, passant à 1,9%. Les spreads de crédit « Investment Grade » mondiaux se sont resserrés de 27 pb le mois dernier, en raison des bonnes données techniques et du maintien de la trajectoire haussière après la publication de meilleures données de l'IPC que prévu. Les spreads européens se sont réduits de 42 pb, tandis que les spreads américains se sont resserrés de 25 pb. L'activité a été dynamique sur le front des émissions car les sociétés ont profité du plus grand appétit pour le risque des investisseurs. Le spread JPM EMBI Global Diversified Sovereign s'est réduit de 70 pb Seul l'indice Asie-Pacifique a affiché un rendement négatif, la Chine étant l'un des moteurs principaux. En novembre, un autre actif en difficulté était le dollar américain, qui a cédé du terrain par rapport à toutes les autres devises du G10, versus l'Amérique latine et l'Asie, sans doute en raison de prises de bénéfices par les investisseurs du marché. Dans ce contexte, le fonds a signé une performance positive et a surperformé son indice de référence. Les stratégies de crédit ont contribué, tandis que les devises et les taux ont pesé sur la performance. La duration sous-pondérée par rapport à l'indice de référence, les stratégies de courbe (2s10s steepener USD) et l'exposition aux obligations indexées sur l'inflation ont pesé sur la performance, tandis que notre allocation pays (surpondération de la duration AUD et NOK) et la sélection des obligations (surpondération des pays de la zone périphérique / « semi-cours » par rapport aux pays « cours » de l'Union monétaire européenne) ont contribué. Du côté des devises, notre allocation en devises des marchés émergents (sous-pondération du TWD et de l'ILS) et notre positionnement long USD ont été les principaux détracteurs, compensés en partie par les devises des pays développés (position surpondérée sur NOK vs EUR dans le bloc EUR et AUD vs CAD dans le bloc des matières premières). La performance dans les devises fortes et le crédit des marchés émergents a été positive étant donné que les spreads se sont resserrés. Nous avons réduit notre sous-pondération de la duration. Le principal ajustement au sein de notre allocation pays a été la réduction de la sous-pondération de l'EUR (sous-pondération de l'Allemagne), l'USD, le CAD, le JPY et la surpondération de l'AUD. Par ailleurs, nous avons réalisé des prises de bénéfices sur notre exposition longue à la Chine. Nous avons maintenu notre positionnement dans la partie courte aux États-Unis et dans la partie plate pour l'EUR/l'AUD. Dans le crédit, nous restons optimistes vis-à-vis des obligations d'entreprise, essentiellement à l'égard des émetteurs Investment Grade (bien que nous ayons augmenté la protection au moyen de CDS) et des créances financières subordonnées. Nous restons positifs sur la dette souveraine et quasi-souveraine des marchés émergents (en devise forte et locale), mais avons réalisé des prises de bénéfices sur certaines allocations en devise forte au cours du mois. La sélectivité reste le maître-mot face à la multitude de scénarios idiosyncratiques (Mexique, Roumanie, Brésil, etc.). Côté devises, nous avons augmenté la surpondération de l'USD (bonne couverture vs scénario « risk off ») et la sous-pondération du JPY (en raison du rebond significatif). Nous avons maintenu la surpondération du bloc des matières premières, ainsi que la souspondération des blocs Asie et EUR. Au sein du bloc euro, nous avons réduit la sous-pondération du CHF et augmenté la sous-pondération du GPB. Dans les marchés émergents, nous avons réalisé des prises de bénéfices sur notre surpondération du BRL, du CLP et du MXN et sur notre sous-pondération de l'ILS et du TWD.

Décembre 2022

Commentaire sur les marchés : Compte tenu de signes d'apaisement de l'inflation et de ralentissement de la croissance économique, la Réserve fédérale américaine a modéré ses relèvements de taux en décembre, avec une hausse de 50 points de base. Le dernier indice des prix à la consommation (IPC) s'est établi à 7,1% en glissement annuel (novembre), contre 7,7% et 8,2% les mois précédents. La BoE et la BCE ont relevé leurs taux de 50 pb, anticipant une inflation élevée encore longtemps, malgré l'apaisement de l'inflation à 10,1% en glissement annuel en novembre, contre 10,6% en octobre. Dans ce mois riche en mesures monétaires, même la Banque du Japon (BoJ) est intervenue, élargissant la marge de fluctuation du rendement de l'emprunt d'État japonais (JGB) à 10 ans afin de maîtriser l'inflation.

Mais c'est surtout la BCE qui a surpris par sa fermeté, signalant aux marchés que le taux final serait plus élevé que prévu et faisant augmenter les rendements obligataires pendant la deuxième quinzaine. Le yen japonais s'est renforcé par rapport au dollar américain (+5,3%). Dans le domaine obligataire, les spreads de la catégorie IG Monde se sont resserrés de 7 pb pendant le mois écoulé. Le segment IG en EUR a affiché une surperformance en partie soutenue par une moindre liquidité, suivi par les segments IG en GBP et en USD sur une base corrigée des risques. Performance : Dans ce contexte, le fonds a signé une performance négative, mais a surperformé son indice de référence. Les stratégies de crédit, de change et de taux ont soutenu la performance. Une fois de plus, les banques centrales en mode de resserrement monétaire ont relevé leurs taux, faisant augmenter les rendements, surtout pendant la deuxième quinzaine. Notre souspondération des gilts, des bunds, des bons du Trésor américain et des taux canadiens a contribué à la performance. De même, notre sous-pondération des JGB a aussi été judicieuse puisque la banque centrale a élargi sa fourchette cible du rendement à 10 ans à +/-50 pb, engendrant une hausse des taux 10 ans de 22 pbs le lendemain. Notre surpondération de l'Australie et de la Nouvelle Zélande a nui à la performance. Au niveau des courbes de taux, la stratégie de pentification du segment 2-10 ans et d'aplatissement du segment 10-30 ans sur la courbe américaine ainsi que la stratégie de pentification du segment 10-30 ans de la courbe EUR ont globalement soutenu la performance. La surpondération des obligations indexées sur l'inflation européenne et américaine et la position longue sur les pays périphériques et semi-core de la zone euro vs Allemagne ont nui à la performance. Sur le marché de la dette, les obligations d'entreprises et émergentes ont contribué à la performance. Les spreads de crédit IG se sont resserrés et le fonds avait une position longue en bêta de crédit. Les allocations sectorielles et régionales ont aussi soutenu la performance car nous avions préféré les obligations financières aux non-financières et les émetteurs européens aux américains. La dette émergente en monnaie forte a affiché une performance positive dans l'espoir d'un passage à des relèvements de taux moins agressifs par la Réserve fédérale américaine. Du côté du change, nos allocations aux devises émergentes (position longue en CLP et position courte en ILS) et aux monnaies des pays développés (position courte en GBP et en CHF dans le bloc lié à l'euro) étaient les principaux facteurs de performance, mais notre position longue en USD et notre allocation entre les différents blocs de devises (position longue sur le bloc des monnaies liées aux matières premières, au détriment du JPY, du bloc européen et asiatique) ont pénalisé le résultat. Perspectives : Nous prévoyons encore une inflation persistante et une croissance faible à négative, mais ce scénario pourrait évoluer et nous surveillons de près les composantes de l'inflation globale et sousjacente pour détecter les premiers signaux. Il y aura trois thématiques au cours des prochains mois : la réouverture de la Chine, d'éventuels ajustements de la politique monétaire de la BoJ et les mesures de lutte contre l'inflation des banques centrales. Conformément à notre style d'investissement, nous considérons ces trois thématiques de manière diversifiée pour préserver notre agilité.

Janvier 2023

Commentaire de marché: L'année 2023 a commencé par une pléthore de données économiques et une action limitée en matière de politique monétaire. Les banques centrales demeurent réticentes à assouplir leur position et les investisseurs tablent toujours sur des baisses de taux d'ici la fin de l'année. Les données économiques ont été contrastées en janvier. Aux États-Unis, le PIB a progressé à un taux annualisé de 2,9% au T4, un taux inférieur au précédent, mais qui témoigne tout de même d'une certaine résilience, à l'instar du marché de l'emploi. Dans le même temps, les indices PMI manufacturier et des services se sont repliés à 48 et 49 respectivement, faisant craindre au marché une récession et pesant sur les rendements des obligations d'État. Le sentiment des consommateurs de la zone euro s'est amélioré, l'indice de confiance passant de -22,2 en décembre à -20,9 en janvier. L'indice PMI composite préliminaire de la zone euro pour janvier a franchi la barre de 50,0 pour ressortir à 50,2. Alors qu'à l'automne dernier, Berlin anticipait encore une contraction de la croissance du PIB de 0,4%, le gouvernement allemand a revu à la hausse ses prévisions économiques pour 2023, anticipant désormais une croissance du PIB positive à 0,2%, l'impact négatif de la crise énergétique européenne ayant été moins important que prévu. Au Royaume-Uni, l'indice PMI composite du mois de janvier a une nouvelle fois chuté à 47,8 (contre 49,0 précédemment) et ressort en dessous des prévisions. En décembre, les emprunts nets du secteur public au Royaume-Uni ont atteint un nouveau niveau record pour le mois de 27,4 milliards £, ce qui sème le doute quant à la viabilité de la dette. Malgré l'atonie des données, le marché s'attend toujours à ce que la Banque d'Angleterre relève ses taux d'intérêt de 50 pb supplémentaires. S'agissant de l'action des banques centrales, la Banque du Japon n'a apporté aucun changement à sa politique monétaire, donnant tort aux spéculations du marché. La Banque du Canada a relevé son taux d'intérêt de référence de 25 pb pour le porter à 4,5% et a annoncé la fin de son cycle de resserrement. Les rendements des emprunts d'État ont baissé au cours du mois, le Trésor américain à 10 ans terminant à 3,5%, le Bund allemand à 2,3%, le Gilt britannique à 3,3% et l'emprunt d'État canadien à 2,9%.

L'émission de titres de crédit de qualité a accéléré, avec une forte proportion de titres financiers, car les entreprises se sont empressées de sécuriser le coût actuel du financement, avant toute nouvelle hausse de la Fed. Les marchés ont fait preuve d'une grande capacité d'absorption de l'offre supplémentaire et les spreads se sont resserrés de manière générale, les titres de moindre qualité surperformant les titres de qualité supérieure à la faveur d'un mouvement de compression des spreads. Les spreads des obligations souveraines des pays émergents, soutenues par les espoirs d'une amélioration de la croissance en Chine, se sont également resserrés et les marchés ont commencé à anticiper un assouplissement incisif de la politique monétaire entre 2023 et 2024. Performance et activité du Portefeuille : Dans ce contexte, le fonds a signé une performance positive et a surperformé son indice de référence. Notre allocation au crédit et aux devises s'est révélée positive, tandis que les taux ont eu une incidence préjudiciable. L'exposition aux obligations mondiales a eu une incidence négative, car notre position courte sur la duration a été pénalisée par la baisse des taux américains et européens. L'allocation pays (position courte sur le JPY et longue sur la duration de l'AUD, du NZD, de la NOK) a été bénéfique. La sélection des obligations a bénéficié à la performance, les spreads de crédit s'étant resserrés dans tous les secteurs et le portefeuille affichant une position longue sur les pays de la périphérie et du club dit des « semi-core » par rapport aux pays du cour de la zone euro. Toutefois, notre surpondération des obligations indexées sur l'inflation et nos stratégies ciblant la courbe de rendement (pentification de la courbe en USD) ont nui à la performance. Les positions sur le crédit ont été positives, car le portefeuille détenait une position longue sur le bêta des entreprises et sur la dette des marchés émergents. S'agissant des devises, notre allocation aux devises intra-blocs (position longue sur la NOK par rapport à l'EUR) et notre allocation longue à l'USD ont été les principaux freins à la performance, tandis que notre allocation aux devises des marchés émergents (position longue sur le BRL, le MXN, le CLP, l'IDR) et notre allocation inter-blocs (position longue sur le bloc matières premières par rapport à notre position courte sur le bloc Asie, l'EUR et le JPY) ont joué en notre faveur. Perspectives : Alors que nous approchons de la fin du cycle de hausse pour de nombreuses banques centrales, le fonds est positionné pour tirer parti de tout « pivot » monétaire, principalement par le biais d'opérations ciblant la valeur relative et d'opérations ciblant la courbe. Nous pensons également que la réouverture de la Chine aura un effet notable sur l'économie mondiale et nous sommes devenus plus optimistes quant aux obligations souveraines et aux devises des pays émergents ; nous maintenons notre position longue sur certaines devises asiatiques des pays émergents et sur les devises des matières premières. Au final, il nous semble qu'il existe une certaine déconnexion entre l'optimisme du marché et le niveau auquel les banques centrales vont devoir fixer les principaux taux directeurs et pour combien de temps, et nous préférons continuer de maintenir notre opinion prudente sur la duration, le crédit de qualité, l'exposition sélective aux marchés émergents.

Février 2023

Point sur les marchés : Les deux premiers jours du mois ont vu les grandes banques centrales poursuivre leurs hausses de taux, mais en ralentissant le rythme. La Fed a augmenté les taux de 25 pb, tandis que la BCE et la BoE les ont relevés de 50 pb. Le marché s'est redressé malgré ces hausses, le rendement des bunds allemands à 10 ans baissant de 20 pb et le rendement des BTP à 10 ans cédant 40 pb en une seule séance. Cet enthousiasme n'a pas duré cependant, car les bons chiffres de l'emploi (NFP) et des ventes au détail aux États-Unis ont refroidi le marché, et les rendements obligataires se sont mis à augmenter des deux côtés de l'Atlantique. Les semaines suivantes ont vu d'autres interventions de politique monétaire : les banques centrales d'Australie, de Nouvelle-Zélande et de Suède ont relevé leurs taux. Les chiffres d'inflation n'ont pas encore montré de signes d'impact du resserrement de la politique de la Fed, l'IPC de janvier en glissement annuel ayant surpris à la hausse (6,4% contre 6,2% attendus). Les données sur l'inflation ont été plus rassurantes en Europe, avec des chiffres inférieurs aux attentes en janvier, mais toujours à 8,6% en glissement annuel dans la zone euro et à 10,1% au Royaume-Uni. Les données préliminaires des indices PMI ont surpris à la hausse, car l'indice composite de la zone euro a atteint 52,3, soit une hausse de deux points sur le mois, tandis que le Royaume-Uni a connu une augmentation similaire. Le tableau de la croissance au Royaume-Uni est apparu plus favorable que prévu, car le pays a évité une récession technique, le PIB restant stable au quatrième trimestre et le budget enregistrant au final un excédent de 5,4 milliards GBP alors qu'un déficit était attendu. En raison des données solides et de prévisions de hausse persistante des taux des banques centrales, les rendements des titres d'État ont augmenté pendant le mois, les obligations du Trésor américain terminant à 3,9%, les bunds allemands à 2,6%, les gilts britanniques à 3,8% et les obligations d'État canadiennes à 3,4%. À la périphérie, l'Italie a connu un mois agité, mais a fini avec un léger resserrement. Les dettes souveraine des marchés émergents a eu un mois mitigé, et le Mexique a fini avec un élargissement.

Sur le marché du crédit, les spreads se sont avérés très résistants dans l'ensemble pendant le mois, signe que le tableau technique reste solide pour cette classe d'actifs. On a observé un degré de dispersion au niveau des titres investment grade et à haut rendement, car l'Europe a surperformé les États-Unis dans les deux segments. Aux États-Unis, les spreads pour le crédit investment grade se sont écartés de 5 pb sur le mois, car le marché a dû digérer des émissions record en février avec près de 150 milliards USD à absorber, tandis qu'en Europe les spreads se sont resserrés de 4 pb. Malgré cette surperformance, les valorisations des titres de la zone euro restent historiquement bon marché par rapport aux États-Unis. Du point de vue sectoriel, l'immobilier était de loin le plus performant, tandis que les services publiques, l'automobile et l'énergie ont également surperformé tandis que les secteurs de la vente au détail et de la santé étaient derniers. S'agissant de la dette subordonnée, les titres cocos et hybrides ont sous-performé la dette senior. Facteurs de performance Dans ce contexte, le fonds a signé une performance positive et a surperformé son indice de référence. Notre sous-pondération de la duration a été un facteur positif important. Notre courbe (accentuation de la pente des taux à 5-30 ans aux États-Unis) et notre allocation par pays (surpondération de la duration du dollar par rapport à celle de l'euro et position longue sur la duration de la NOK, du NZD, du MXN et du ZAR) ont pesé sur les résultats. Nos positions longues sur la périphérie et sur l'inflation ont eu une incidence positive. Notre allocation au crédit et à la dette émergente en devises fortes a été relativement neutre. Notre allocation en devises a généré une performance positive. Nous avons maintenu une position longue USD, quoique réduite par rapport à avant, qui a servi de couverture contre la montée de l'incertitude en matière de politique monétaire et a ajouté à la performance. Notre allocation intra-bloc (position longue sur la NOK vs. l'EUR) a eu une incidence pénalisante, tandis que notre allocation en devises des marchés émergents (position longue sur le HUF, le MXN vs. position courte sur le SGD et les ILS) a généré une performance positive. Positionnement et Perspectives : Le portefeuille reste surpondéré sur la duration globale (en légère hausse), mais nous avons échangé une partie de la sous-pondération des États-Unis et du Royaume-Uni vers la zone euro et le Canada. Nous conservons notre sous-pondération au Japon. À la périphérie, nous avons surpondéré l'Italie. Dans le segment du crédit, nous avons clôturé en partie les couvertures sur le haut rendement et réduit quelque peu l'allocation aux marchés émergents et aux entreprises. Sur le marché des changes, nous avons réduit notre exposition longue au dollar par rapport à l'EUR et au JPY. La trajectoire suivie par les banques centrales reste très dépendante des données et nous percevons trop d'incertitudes à l'horizon en matière de croissance et d'inflation. C'est pourquoi nous préférons rester prudents en ce qui concerne la duration et investir dans des actifs de haute qualité.

Mars 2023

Résumé du marché : Avec les tensions dans le secteur bancaire et la dernière série de hausses de taux, le mois de mars a connu des niveaux de volatilité exceptionnellement élevés sur le marché des titres souverains. Au début du mois, le rendement du Trésor américain à 2 ans a atteint 5,07%, son niveau le plus élevé depuis avant 2008, alors que le président de la Fed, J. Powell, tentait de répondre à la persistance d'une inflation élevée. L'inversion entre les obligations à 10 ans et à 2 ans s'est ainsi établie à plus de 100 pb, soit l'écart négatif le plus élevé depuis 1981. De l'autre côté de l'Atlantique, l'inflation de base en glissement annuel a atteint 5,6% le mois dernier. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a annoncé que le marché devrait s'attendre à de nouvelles hausses, ce qui a entraîné une augmentation des taux obligataires de la zone euro, en particulier à court terme. Le rendement des obligations allemandes à deux ans a dépassé 3,3%, portant l'inversion avec les rendements des Bunds à 10 ans à près de 70 pb. L'humeur des marchés a radicalement changé dans les jours qui ont suivi, lorsque la banque régionale américaine SVB a dû être reprise par le gouvernement américain. Environ une semaine plus tard, le marché a commencé à remettre en question la solidité de Crédit Suisse, ce qui a rapidement contraint le régulateur suisse à organiser un rachat par UBS. Les obligations bancaires européennes se sont stabilisées, mais le secteur bancaire régional américain est resté sous tension et le régulateur fédéral a dû prendre le contrôle de la Signature Bank plus tard dans le mois. Ces événements ont entraîné une réévaluation massive des taux à court terme, le 2 ans américain chutant de 130 pb en quelques séances, avant de rebondir légèrement vers la fin du mois. Le taux allemand à deux ans a connu des mouvements similaires, bien que moins extrêmes. Les fonds du marché monétaire ont enregistré des entrées record et les rendements des bons du Trésor à 10 ans et des Bunds ont baissé d'environ 60 pb, clôturant le mois à 3,7% et 2,4% respectivement. En ce qui concerne le crédit, selon l'indice de Bank of America Merrill Lynch, les spreads se sont élargis au cours du mois. La dette souveraine et la dette d'entreprise des pays émergents ont obtenu des résultats positifs. Moteurs de la performance : Le rendement total et la performance relative ont été négatifs pour le fonds. La sous-performance a été due aux stratégies de crédit, de taux et de change.

Notre position sous-pondérée en duration a nui à la performance, car les taux ont fortement baissé dans un mouvement de fuite vers la qualité. Nous étions sous-pondérés d'environ 2 ans par rapport à l'indice de référence, principalement en raison de positions en duration sur les courbes de l'euro, du yen, du dollar, du dollar canadien et de la livre sterling. Nos stratégies de courbes ont contribué positivement. Le portefeuille était positionné sur une pentification de la courbe américaine, qui a bénéficié d'une baisse des taux à court terme plus importante que celle des taux longs. L'allocation par pays a également été positive. La surpondération en duration sur les titres néo-zélandais et australiens ainsi que de la dette en monnaie locale (MXN et BRL) a été bénéfique. Notre position sur la périphérie (en particulier l'Italie) par rapport au cour de la zone euro a contribué positivement, tandis que notre exposition aux breakevens d'inflation à long terme a été légèrement négative. L'allocation au crédit a été un autre facteur détracteur, les spreads de crédit s'étant élargis au cours de la première quinzaine de mars, avec une sous-performance des valeurs financières. Les spreads se sont redressés plus tard dans le mois et n'ont que légèrement augmenté à la fin de la période. Nos couvertures, que nous détenons sous la forme d'indices de CDS HY, ont aidé à la marge, bien que les spreads HY ne se soient pas élargis autant que la dette financière subordonnée. L'allocation à la dette extérieure des marchés émergents a été négative avec un élargissement des spreads, en particulier au Mexique. La performance relative des devises a été négative par rapport à l'indice. L'USD s'est affaibli par rapport à la plupart des devises et a eu un impact négatif sur notre performance car nous étions longs en USD. Notre allocation intra-bloc (longs en NOK vs GBP) et inter-bloc (longs en bloc matières premières vs bloc Asie et EUR) a plombé la performance, tandis que notre allocation en devises des marchés émergents (longs en BRL, CLP, MXN, IDR) a contribué positivement. Nous maintenons notre position courte en GBP par rapport à la NOK, car nous estimons que cette dernière est fondamentalement sous-valorisée. Nous restons positifs sur les devises des pays émergents qui devraient bénéficier de la réouverture de la Chine. Positionnement et perspectives : Suite aux turbulences du secteur bancaire et aux craintes de récession, le marché a complètement revu les attentes de la Fed, passant d'un taux terminal proche de 5,70% à moins de 4,90% (aucune autre hausse n'étant prévue et des baisses de taux immédiates étant attendues à partir du mois de juin). Malgré un impact négatif probable sur la croissance en raison du resserrement des conditions de crédit, nous pensons que la réaction du marché a été exagérée. Nous préférons maintenir notre position en duration, principalement en sous-pondérant les courbes de l'EUR, du JPY, de l'USD, du CAD et de la GBP. Ce mois-ci, nous avons augmenté notre sous-pondération en duration en prenant des bénéfices sur notre position longue sur les obligations américaines à 2 ans (trop de baisses de taux attendues). Dans le même temps, nous avons réduit tactiquement notre position à la pentification aux Etats-Unis et transféré une partie de la sous-pondération en duration de l'Euro vers les Etats-Unis (les prévisions de taux de la BCE par rapport à celles de la Fed semblent trop élevées car l'économie européenne ne devrait pas rester déconnectée très longtemps de la trajectoire des Etats-Unis). D'un point de vue stratégique, nous passons progressivement à des positions favorables à l'augmentation de la pente à mesure que nous approchons de la fin du cycle de resserrement. Nous avons également renforcé notre position sous-pondérée en duration sur le ven, car les taux à 10 ans ont suivi le mouvement à la baisse, mais devraient revenir dans la partie supérieure de la fourchette, le marché continuant de peser le risque d'une nouvelle suppression des contrôles sur la courbe des taux par la BOJ, qui pourrait intervenir lors de la première réunion du nouveau gouverneur en avril. Nous avons également profité de l'occasion pour renforcer notre position sur l'Italie, qui s'est avérée remarquablement stable. Nous conservons une certaine couverture contre l'inflation grâce à l'exposition au point mort d'inflation. En ce qui concerne le crédit, nous avons des positions sur le crédit de haute qualité, les obligations financières subordonnées et une sélection de titres émergents. Nous prévoyons une normalisation du risque systématique (nous pensons que CS est une histoire spécifique tandis que SVB est un problème de réglementation/gestion sous-sectorielle), ce qui conduira à des rendements attrayants pour le crédit financier et nous prévoyons que le portage de haute qualité se comportera bien à moyen terme. Nous estimons que le crédit HY est actuellement cher par rapport à d'autres parties des marchés financiers, car les risques de récession ne sont pas bien évalués. Sur les marchés émergents en devise forte, avec le différentiel de croissance marchés émergents-marchés développés et la faiblesse du dollar, nous donnons la priorité à la sélection (nous avons pris des bénéfices ce mois-ci sur l'Europe centrale et orientale). Nous avons augmenté l'allocation à la dette locale émergente (Brésil), avec des rendements ajustés au risque très attractifs. Sur le marché des changes, pour nous protéger du risque de récession, nous avons réduit notre position longue sur les matières premières (en vendant l'AUD, le CAD et le NZD) au profit du JPY (monnaie refuge + soutien de la BOJ si elle supprime les contrôles sur la courbe des taux). D'autre part, nous avons réduit notre position vendeuse sur l'Asie en rachetant du SGD, du KRW et de l'INR en raison de la réouverture des marchés chinois.

Nous restons longs en dollars, car son statut de valeur refuge dans le contexte géopolitique actuel peut constituer une couverture dans un scénario de fuite du risque. Nous continuons à penser que l'environnement est favorable pour que le fonds génère des rendements intéressants à l'avenir.

Avril 2023

Analyse du marché : Les marchés semblent avoir rapidement digéré les turbulences du mois de mars dans le secteur bancaire, et le mois d'avril a été beaucoup plus calme que le mois précédent. La volatilité des titres du Trésor est revenue aux niveaux antérieurs à la crise de SVB et la volatilité des marchés mondiaux a été la plus faible depuis le début de la pandémie, selon certaines estimations. Toutefois, sous la surface, le sentiment du marché reste fragile en raison de signaux contradictoires sur les fronts de l'économie et des entreprises. D'un côté, le début de la saison des bénéfices trimestriels soutient une opinion positive, car les bénéfices sont meilleurs que prévu dans tous les secteurs ; d'un autre côté, certaines données économiques s'affaiblissent (comme les PMI, qui sont inférieurs aux attentes, ce qui laisse entrevoir des risques de récession), tandis que l'inflation reste plus élevée que ce qui est acceptable pour la Fed. En termes de mouvements de marché, les rendements des principaux emprunts souverains sont restés relativement stables au cours du mois. Le Trésor américain a terminé la période avec une baisse de quelques points de base sur la plupart des parties de la courbe, avec le 10 ans en baisse de 5 pb à 3,42%. En Europe, les rendements allemands ont légèrement augmenté, le 10 ans terminant le mois avec 2 pb de plus à 2,31%. Les Gilts britanniques ont sous-performé au cours du mois, les rendements ayant augmenté sur l'ensemble de la courbe à la suite d'un nouvel indice des prix à la consommation obstinément élevé de 10,1% en mars, le 10 ans ayant augmenté d'environ 25 pb à 3,72%. Ailleurs, les taux japonais ont très légèrement augmenté au cours du mois, qui s'est terminé par la première réunion du gouverneur Kazuo Ueda (sans mouvements). Le mois d'avril a été satisfaisant pour le crédit, les spreads de l'indice mondial des grandes capitalisations ayant baissé de 7 pb pour atteindre 145 pb. Les spreads se sont resserrés sur tous les principaux marchés, avec une surperformance de l'IG en livre sterling. Les spreads souverains des pays émergents sont restés globalement inchangés au cours du mois, mais il v a eu une dispersion importante entre les pays, les émetteurs de qualité supérieure surpassant les émetteurs à haut rendement. Facteurs de performance : Dans ce contexte, le fonds a généré une performance négative mais a surperformé son indice. Par rapport à l'indice, la performance des stratégies de taux a été légèrement négative. Nous avons bénéficié de notre sous-exposition en duration (principalement grâce à des sous-expositions sur les courbes EUR, JPY, USD, CAD et GBP) et de l'allocation sur la courbe des taux (pentification de l'USD et aplatissement du JPY sur la partie longue de la courbe). Cependant, notre position longue sur les pays périphériques (en particulier l'Italie) par rapport au cour de la zone euro et notre exposition aux obligations indexées sur l'inflation ont été négatives, le spread BTP-Bund s'étant creusé et breakevens ayant diminué. Notre allocation par pays (sous-pondérés en USD contre EUR, AUD et GBP, ainsi que notre position longue en dette locale en ZAR) a également été légèrement négative. Notre surpondération du crédit a contribué positivement, principalement en raison de notre allocation aux valeurs financières. Notre exposition à la dette extérieure des marchés émergents a été positive grâce à notre allocation sélective en Amérique latine et en Europe de l'Est. Le change a également été positif, principalement en raison de la contribution positive de notre allocation aux devises des marchés émergents (longs en BRL, IDR, HUF et PLN contre courts en ILS et TWD). Ceci a été partiellement compensé par la sous-performance causée par la faiblesse continue de la NOK, où nous sommes surpondérés, et la résistance de la GBP et du CHF, où nous sommes sous-pondérés, ainsi que par la performance négative de notre allocation inter-blocs (longs sur le bloc des matières premières contre EUR et bloc Asie). Positionnement et perspectives : La diminution probable de la disponibilité du crédit suite aux récentes turbulences bancaires augmente la probabilité d'une récession aux États-Unis, et après la hausse de 25 pb lors de la réunion de la Fed au début du mois de mai, les marchés prévoient maintenant une baisse dès juillet. Nous pensons que c'est trop tôt et que les banques centrales devront probablement rester engagées dans la lutte contre l'inflation pendant plus longtemps. C'est pourquoi nous continuons à sous-pondérer la duration à environ 1,8 ans par rapport à l'indice (réduite depuis le mois dernier). Nous avons maintenu notre sous-pondération en duration USD, tout en renforçant notre position sur la pentification à 5-30 ans. Dans le même temps, nous avons également réduit notre duration courte en EUR, en vendant des options de vente à 5 ans, lorsque les taux à 5 ans ont dépassé 2,5%, élargissant ainsi notre position sur la pentification de l'EUR, car la BCE aura du mal à poursuivre ses hausses de taux si la récession américaine pousse la Fed à réduire les siens. L'augmentation de l'offre nette après les achats de la BCE pèsera sur le long terme. Nous sommes restés sous-pondérés en duration CAD, car le marché surestime le nombre de baisses de taux. Nous sommes également restés sous-pondérés en duration JPY, reflétant l'asymétrie des gains qui subsiste sur ce marché, où les taux restent comparativement très bas et vulnérables à une décision de la BOJ.

Nous maintenons notre sous-pondération en duration GBP, car les taux réels au Royaume-Uni restent relativement peu attrayants et l'inflation de base demeure bien supérieure à l'objectif de la banque centrale, tandis que l'offre de main-d'œuvre reste limitée. À court terme, il sera important de suivre de près les résultats de la réunion imminente de la Fed et, en particulier, toute allusion aux résultats de l'enquête sur les agents de crédit (Senior Loan Officer Survey), car le président de la Fed aura connaissance des résultats avant la publication officielle du rapport la semaine suivante. Ces résultats seront très importants pour évaluer l'impact potentiel du resserrement des normes de prêt sur l'économie américaine. Nous sommes prêts à profiter de la flexibilité du fonds et à ajuster nos positions de manière tactique. Sur le marché des changes, nous conservons une position légèrement longue en USD, malgré des valorisations moins attrayantes, en partie pour couvrir nos positions plus risquées. Nous restons également longs en NOK, qui devient plus fondamentalement sousévaluée selon nous, tout en conservant notre position courte en GBP, dont nous avons toujours une vision négative des perspectives économiques avec un appétit modéré pour les actifs britanniques depuis le Brexit. Nous conservons nos positions courtes en EUR à faible rendement (réduit), en CHF et en devises émergentes à faible rendement comme l'ILS, le CNH ou le TWD (augmenté) pour financer nos positions en devises émergentes d'Amérique latine, comme le BRL, le MXN, le CLP et le COP, avec des taux réels élevés et notre exposition asiatique, en étant globalement longs en bêta chinois via des positions longues en IDR, INR, KRW, THB pour bénéficier de la réouverture chinoise. En ce qui concerne les craintes de croissance négative, nous sommes courts sur le bloc des matières premières de base via une position courte en NZD, mais nous restons toujours longs en AUD (bêta le plus élevé par rapport à la réouverture de la Chine). Nous sommes passés à une légère sous-pondération en JPY, car il pourrait s'apprécier fortement si la BOJ prend des mesures et comme couverture contre les scénarios de récession. Nous avons pris des bénéfices sur notre position longue en TRY à l'approche des élections et sur notre position longue en SEK. Nous avons également réduit notre position courte en SGD par rapport au CHF en raison des valorisations. Dans l'ensemble, nous conservons des positions diversifiées sur les obligations d'Etat, les SSA (nous avons légèrement augmenté notre allocation aux agences en USD), le crédit de haute qualité et certains pays émergents de l'OCDE, mais nous évitons le HY, que nous trouvons encore trop cher par rapport au risque de default.

Mai 2023

Analyse du marché : Le mois de mai s'est avéré faible pour les marchés financiers, avec des performances négatives sur la plupart des segments du marché obligataire. Le mois a commencé par une nouvelle hausse de 25 points de base de la Fed le 3 mai, ce qui a porté les taux des fonds fédéraux à 500 points de base de plus qu'au début du cycle, soulignant l'ampleur du resserrement. Le ton de la Fed dans son communiqué est devenu plus mesuré et les inquiétudes persistantes concernant le secteur financier ont amené les marchés à estimer la fin du cycle de hausse à ce moment-là. Toutefois, de nouvelles données publiées dans les jours qui ont suivi ont montré que l'économie américaine était plus résistante que prévu. Les marchés ont donc à nouveau mis à jour leurs attentes à la fin du mois de mai, estimant qu'il était fort probable qu'une nouvelle hausse ait lieu d'ici juillet. Au cours du mois, le marché du Trésor américain a affiché des performances légèrement négatives, les taux étant plus élevés sur l'ensemble de la courbe. Dans la zone euro, la BCE a également procédé à une hausse supplémentaire de 25 points de base au début du mois, et les taux allemands ont augmenté pendant la majeure partie du mois de mai, avant de chuter brusquement au cours des derniers jours, après la publication des derniers chiffres de l'inflation allemande et française, inférieurs aux prévisions. Les obligations allemandes ont affiché de légères performances positives, les taux ayant légèrement baissé sur la partie de la courbe comprise entre 5 et 10 ans. La plupart des obligations périphériques ont surperformé, en particulier les BTP italiens. Les obligations britanniques ont été l'un des plus mauvais élèves, leurs rendements ayant augmenté d'environ 50 points de base sur l'ensemble de la courbe, à la suite d'un rapport sur l'IPC étonnamment fort en avril, qui a conduit les investisseurs à revoir à la hausse leurs attentes concernant le nombre de hausses de la BoE dans les mois à venir. Sur le marché des changes, le dollar a résisté au cours du mois, la majorité des devises ayant terminé le mois en baisse. L'Amérique latine est la seule région où la plupart des devises ont progressé par rapport à l'USD. En ce qui concerne le crédit, les spreads se sont très légèrement élargis sur la plupart des segments au cours du mois, avec une performance des titres financiers relativement plus élevée à la fois en EUR et en USD. Dans les pays émergents, les spreads des obligations souveraines en devises fortes se sont globalement resserrés, mais les obligations en devises locales ont sous-performé en raison de la faiblesse du taux de change sur la majorité des marchés. Moteurs de performance : Dans ce contexte, la performance du fonds a été positive en mai et le fonds a surperformé son indice. Les stratégies de taux, de crédit et de change ont apporté des contributions positives.

En ce qui concerne les taux, la sous-pondération en duration et la sélection des obligations (long en périphérie par rapport au cour de la zone euro) et l'allocation par pays (surpondération en duration BRL, et souspondération en duration JPY, USD et CAD) ont constitué les principales sources de performance, légèrement compensées par notre allocation sur la courbe des taux (pentification USD) et notre allocation aux obligations indexées sur l'inflation. Pour le crédit, la contribution positive est venue de notre surpondération aux SSAs et notre allocation aux valeurs financières, en partie compensées par notre allocation aux obligations des pays émergents en devises fortes (en particulier la Turquie). Sur le marché des changes, notre exposition longue à l'USD, notre allocation inter-bloc (position longue sur le bloc des matières premières contre EUR et bloc Asie) et notre exposition aux pays émergents (principalement position longue sur MXN contre position courte sur ILS) ont contribué à la performance, légèrement compensées par notre allocation intra-bloc (position longue sur NOK et SEK contre position courte sur GBP et CHF). Positionnement et perspectives : En mai, nous avons légèrement réduit notre sous-pondération en duration, une grande partie de la sous-pondération provenant du JPY (légèrement réduite), où les taux ne se sont pas ajustés et où l'asymétrie des gains potentiels reste très élevée à nos yeux. Nous avons réduit notre sous-pondération en duration USD car nous pensons que la Fed va probablement faire une pause bientôt et que les risques de récession augmentent en raison des effets décalés du resserrement de la politique monétaire, amplifiés par la crise des banques régionales, bien que nous restions tactiquement légèrement sous-pondérés pour l'instant, avec encore trop de baisses de taux escomptées en 2023. Nous maintenons notre position à la pentification car la courbe américaine reste très inversée. Nous avons vendu la partie courte de la courbe canadienne, car de nombreuses baisses de taux sont escomptées. Profitant d'une valorisation attrayante, nous avons renforcé notre exposition aux obligations indexées sur l'inflation américaine. En ce qui concerne la courbe EUR, nous sommes devenus légèrement longs sur le 2 ans et avons renforcé la pentification sur le segment 5-30, car la trajectoire des hausses de taux de la BCE est bien intégrée dans les prix. L'augmentation de l'offre nette des achats de la BCE pèsera également sur la partie longue de la courbe à mesure que le resserrement quantitatif s'accélère. Nous avons également tiré profit de la forte volatilité grâce aux options. Sur le marché des changes, nous avons renforcé notre position longue sur l'USD contre l'EUR et nous sommes passés à une sous-pondération en CAD et JPY. Nous avons pris des bénéfices sur AUD, NOK et IDR et sur la position courte en TWD, tout en renforcant notre position longue sur PLN. Nous maintenons nos positions longues sur un certain nombre de devises à haut rendement des pays émergents, qui offrent un portage attractif et devraient continuer à bénéficier du différentiel de croissance plus élevé entre les pays émergents et développés et de la réouverture de la Chine. Dans l'ensemble, nous conservons des positions diversifiées sur les obligations d'État, la dette SSA (souveraine, supranationale et d'Agences), principalement le crédit de haute qualité et une sélection de pays émergents.

Juin 2023

Le mois de juin s'est avéré être un autre mois relativement faible pour les obligations souveraines de base. Le 14 juin, la Fed a répondu aux attentes d'un arrêt de son cycle de resserrement, sa première pause depuis plus d'un an, en maintenant les taux des fonds fédéraux à 5-5,25%. Toutefois, les graphiques à points publiés en même temps indiquaient des attentes de deux hausses supplémentaires en 2023 et, plus tard dans le mois, Jerome Powell a fait allusion à d'autres hausses de taux lors de son allocution devant le Congrès. En effet, l'économie américaine a continué de surprendre à la hausse pour le moment. Les bons du Trésor américain ont affiché des rendements négatifs avec des taux plus élevés sur l'ensemble de la courbe (+49 pb pour le 2 ans à 4,90% et +19 pb pour le 10 ans à 3,84%). Cela a entraîné une nouvelle inversion de la courbe, le spread entre les taux à 2 et à 10 ans étant tombé à -108 pb, soit le niveau qu'il avait atteint lors du stress bancaire régional aux États-Unis au début du mois de mars, un niveau inédit depuis le début des années 1980. Dans la zone euro, la BCE a relevé ses taux de 25 pb à 3,5%, comme prévu, tout en signalant que d'autres relèvements étaient probables, à moins de changements significatifs dans le scénario de base. En conséquence, les rendements des bunds allemands ont augmenté en juin, les rendements à 2 et à 10 ans clôturant en hausse de 48 pb et de 11 pb, respectivement à 3,20% et 2,39%, ce qui a entraîné une nouvelle inversion de la courbe 2-10 ans en dessous de -80 pb, soit la plus grande inversion en 30 ans. Au Royaume-Uni, l'inflation s'est à nouveau avérée plus persistante que prévu, avec un IPC global de 8,7% en glissement annuel en mai et une inflation de base de 7,1% en glissement annuel, soit le taux le plus élevé depuis mars 1992. La BoE a surpris le marché en augmentant de 50 pb lors de la réunion de juin, portant le taux d'escompte à 5%, le plus élevé depuis 2008. Les gilts ont été les moins performants parmi les obligations souveraines des pays développés en juin, avec un rendement à 10 ans atteignant 4,39% et un rendement à 2 ans s'envolant à plus de 5,27%, un plus haut en 15 ans.

Ailleurs, la RBA et la BoC ont toutes deux relevé leurs taux de manière inattendue de 25 pb lors de leurs réunions de juin, à 4,1% et 4,75% respectivement. D'autre part, la PBoC a réduit de 10 pb ses principaux taux de prêt pour la première fois depuis août dernier, les autorités cherchant à stimuler la demande en ralentissement après que les données de mai aient montré que la reprise perdait de son élan. Sur le marché des changes. l'indice USD a baissé de 1.4%, tandis que la livre sterling et l'euro ont augmenté de 2.1% par rapport au mois dernier. Le yen a été l'un des plus mauvais élèves, avec une baisse de 3,4%. Dans les pays émergents, la plupart des devises ont progressé par rapport à l'USD en juin, à l'exception du CNY, du THB et du MYR. Le mois de juin a été satisfaisant pour le crédit, les spreads de l'indice Global Large Cap corporate ayant baissé de 10 pb pour atteindre 139 pb. Les spreads IG américains se sont resserrés de 12 pb à 130 pb, tandis que les spreads IG européens n'ont baissé que de 8 pb à 161 pb et que les spreads IG de la livre sterling se sont resserrés de 1 pb à 174 pb. Dans les pays émergents, les spreads des emprunts souverains en devises fortes se sont resserrés et les obligations en devises locales ont surperformé, grâce à des gains de duration et de change sur la majorité des marchés. Dans ce contexte, la performance du portefeuille a été négative en juin, mais le fonds a surperformé son indice. Les stratégies de taux, de crédit et de change ont apporté des contributions positives. En ce qui concerne les taux, la sous-pondération de la duration et la sélection des obligations (longs en périphérie et semi-core vs core) ainsi que l'allocation aux obligations indexées sur l'inflation ont été les principaux contributeurs, partiellement compensés par notre allocation sur la courbe des taux (pentification de l'USD). En ce qui concerne le crédit, notre surpondération de la dette d'entreprise et des obligations en devises fortes des pays émergents, avec un resserrement des spreads, a apporté une contribution positive. Sur le marché des changes, notre allocation inter-blocs (position longue sur le bloc des matières premières par rapport à l'euro et au bloc Asie), notre exposition aux marchés émergents (principalement la position longue en MXN et BRL) et notre allocation intra-bloc (position longue en NOK contre CHF) ont contribué positivement à la performance.

Sur la période sous revue, la performance de chacune des actions du portefeuille AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES et de son benchmark s'établissent à :

- Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C en devise CHF : -0,10% / -8,92% avec une Tracking Error de 6,11%
- Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C en devise EUR : 2,59% / -6,60% avec une Tracking Error de 6,13%
- Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C en devise EUR : 2,42% / -6,60% avec une Tracking Error de 6,13%
- Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR R (C) en devise EUR : 2,81% / -6,60% avec une Tracking Error de 6,13%
- Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC-C en devise CHF: 1,49% / -6,60% avec une Tracking Error de 6,16%
- Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D en devise EUR : 5,60% / -6,60% avec une Tracking Error de 7,40%
- Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C en devise USD : 6,96% / -2,53% avec une Tracking Error de 6,15%
- Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C en devise USD : 6,78% / -2,53% avec une Tracking Error de 6,15%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titue	Mouvements ("Devis	e de comptabilité")	
Titres	Acquisitions	Cessions	
UNITED STATES OF AMERICA 0.125% 15-04-25	56 340 764,64	5 202 642,00	
BRAZIL LETRAS DO ZCP 010423	16 490 288,80	17 147 281,05	
TII 0 1/8 07/15/24	14 754 179,39	13 443 059,24	
CANADIAN GOVERNMENT BOND 3.0% 01-11-24	14 489 787,21	13 341 863,75	
NOUV 2.75% 15-04-25	25 669 114,63		
NOUVELLEZELANDE 0.5% 15-05-24		24 057 185,48	
UNITED KINGDOM GILT 0.125% 31-01-24		22 280 810,86	
NORWAY GOVERNMENT BOND 1.75% 06-09-29		17 461 640,01	
NORV REPU DE 1.75% 13-03-25		17 322 967,04	
BRAZ NOTA DO 10.0% 01-01-27	16 340 735,64		

Information sur les commissions de surperformance (En EUR)

	30/06/2023
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C	
Frais de gestion variables acquis	1 271,11
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1)	2,208
Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats)	476,85
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	0,611
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C	
Frais de gestion variables acquis	4 996 174,00
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1)	2,09
Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats)	1 609 536,36
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	0,573
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C	
Frais de gestion variables acquis	1 865 787,0
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1)	1,829
Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats)	217 612,0
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	0,22
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC-C	
Frais de gestion variables acquis	907 294,5
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1)	1,87
Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats)	
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES R-C	
Frais de gestion variables acquis	49 407,7
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1)	2,19
Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats)	21 614,5
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	0,73
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C	
Frais de gestion variables acquis	50 033,4
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1)	2,21
Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats)	27 037,3
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	0,8
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C	
Frais de gestion variables acquis	382,6
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1)	1,61
Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats)	698,5
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	1,38

⁽¹⁾ par rapport à l'actif net de l'arrêté comptable

⁽²⁾ par rapport à l'actif net moyen

Techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés en EUR

- a) Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés
- Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace : 95 634 443,74
 - o Prêts de titres :
 - o Emprunt de titres :
 - o Prises en pensions :
 - o Mises en pensions : 95 634 443,74
- Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés : 2 230 617 036,209
 - o Change à terme : 1 281 591 354,11

o Future: 731 139 037,42 o Options: 9 673 955,60 o Swap: 208 212 689,079

b) Identité de la/des contrepartie(s) aux techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés

Techniques de gestion efficace	Instruments financiers dérivés (*)
BANCO BILBAO VIZCAYA ARG MADRID BNP PARIBAS FRANCE CITIGROUP GLOBAL MARKETS EUROPE AG GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE ING BANK AMSTERDAM LA BANQUE POSTALE NOMURA FINANCIAL PRODUCTS EUROPE GMBH	BANCO BILBAO VIZCAYA ARG MADRID BARCLAYS BANK IRELAND PLC BNP PARIBAS FRANCE BOFA SECURITIES EUROPE S.A BOFAFRP3 CACEIS BANK LUXEMBOURG CACIB LONDON CITIGROUP GLOBAL MARKETS EUROPE AG CITIGROUP GLOBAL MARKETS LIMITED DEUTSCHE BANK FRANCFORT GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE HSBC FRANCE EX CCF J.P.MORGAN AG FRANCFORT MORGAN STANLEY EUROPE SE - FRANKFURT NATIXIS NATWEST MARKETS N.V. ROYAL BK CANADA LONDRES (ORION) SOCIETE GENERALE PAR STANDARD CHARTERED BANK STATE STREET BANK MUNICH UBS EUROPE SE

(*) Sauf les dérivés listés.

c) Garanties financières reçues par l'OPCVM afin de réduire le risque de contrepartie

Types d'instruments	Montant en devise du portefeuille
Techniques de gestion efficace	
. Dépôts à terme	
. Actions	
. Obligations	
. OPCVM	
. Espèces (*)	97 008 753,85
Total	97 008 753,85
Instruments financiers dérivés	
. Dépôts à terme	
. Actions	
. Obligations	
. OPCVM	
. Espèces	3 890 000,00
Total	3 890 000,00

^(*) Le compte Espèces intègre également les liquidités résultant des opérations de mise en pension.

d) Revenus et frais opérationnels liés aux techniques de gestion efficace

Revenus et frais opérationnels	Montant en devise du portefeuille
. Revenus (*)	254 434,27
. Autres revenus	
Total des revenus	254 434,27
. Frais opérationnels directs	1 415 304,17
. Frais opérationnels indirects	
. Autres frais	
Total des frais	1 415 304,17

 $^{(\}sp{*})$ Revenus perçus sur prêts et prises en pension.

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

	Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
a) Titres et matières première	es prêtés				
Montant					
% de l'Actif Net*					
*% hors trésorerie et équivalent d	de trésorerie				
b) Actifs engagés pour chaquabsolue	ie type d'opéra	ations de financ	ement sur titre	s et TRS expri	imés en valeur
Montant			95 781 982,61		
% de l'Actif Net			22,15%		
c) 10 principaux émetteurs financement	de garanties	reçues (hors c	ash) pour tous	s les types d'	opérations de
d) 10 principales contrepartie	es en valeur al	osolue des actif	s et des passif	s sans compe	nsation
CITIGROUP GLOBAL MARKETS EUROPE AG			25 241 537,63		
ALLEMAGNE					
BANCO BILBAO VIZCAYA ARG MADRID			22 010 370,23		
ESPAGNE					
LA BANQUE POSTALE FRANCE			18 114 063,51		
BNP PARIBAS FRANCE			15 623 772,37		
FRANCE			10 020 172,01		
GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE			6 608 677,62		
ALLEMAGNE					
ING BANK AMSTERDAM			4 982 172,23		
PAYS-BAS					
NOMURA FINANCIAL PRODUCTS EUROPE GMBH			3 201 389,02		
ALLEMAGNE					

	Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
e) Type et qualité des gar	anties (collatéral))			
Туре					
- Actions					
- Obligations					
- OPC					
- TCN					
- Cash			97 008 753,85		
Rating					
Monnaie de la garantie					
Euro			97 008 753,85		
f) Règlement et compens	ation des contrat	s			
Triparties				Х	
Contrepartie centrale					
Bilatéraux	Х			Х	
g) Échéance de la garanti	a ventilée en fond	ction des tranch	105		
Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois					
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an					
Plus d'1 an					
Ouvertes					
h) Échéance des opératio	ans do financomo	nt cur titros ot T	'PS ventilée en	fonction dos t	ranches
Moins d'1 jour		in sur titles et i	NO Ventuee en	TOTICLION GES	lanches
1 jour à 1 semaine			8 918 167,25		
1 semaine à 1 mois			86 863 815,36		
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an					
Plus d'1 an					
Ouvertes					

	Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
) Données sur la réutilisati	on des garantie	es			
Montant maximal (%)					
Montant utilisé (%)					
Revenus pour l'OPC suite au réinvestissement des garanties espèces en euros					
) Données sur la conserva	tion des garant	ies reçues par l'	OPC		
CACEIS BANK FRANCE					
Titres					
Cash					
x) Données sur la conserva	ition des garan	ties fournies par	· I'OPC		
Titres					
Cash					
) Données sur les revenus	et les coûts ve	ntilés			1
Revenus					

) Domices sur les revenus et les soute ventiles					
Revenus					
- OPC			254 434,27		
- Gestionnaire					
- Tiers					
Coûts					
- OPC			1 415 304,17		
- Gestionnaire					
- Tiers					

e) Données Type et qualité des garanties (collatéral)

Amundi Asset Management veille à n'accepter que des titres d'une haute qualité de crédit et veille à rehausser la valeur de ses garanties en appliquant des décotes de valorisation sur les titres reçus. Ce dispositif est régulièrement revu et remis à jour.

i) Données sur la réutilisation des garanties

- « La règlementation applicable aux OPCVM interdit la réutilisation par ce dernier des garanties reçues en titres. Les garanties reçues en espèces sont réinvesties dans les 5 supports suivants :
- o OPCVM monétaires court terme (tels que définis par l'ESMA dans ses orientations sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM)
- o Dépôt
- o Titres d'Etats Long Terme de haute qualité
- o Titres d'Etats Court Terme de haute qualité
- o Prises en pension »

Le montant maximal de réutilisation est de 0% pour les titres et 100% du montant reçu pour les espèces. Le montant utilisé est de 0% pour les titres et 100% pour les espèces reçus.

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Amundi Asset Management veille à travailler avec un nombre réduit de dépositaires, sélectionnés pour s'assurer de la bonne conservation des titres reçus et du cash.

I) Données sur les revenus et les coûts ventilés

Opérations de prêts de titres et de mise en pension :

Dans le cadre des opérations de prêts de titres et de mise en pension, Amundi Asset Management a confié à Amundi Intermédiation, pour le compte de l'OPC, les réalisations suivantes : la sélection des contreparties, la demande de mise en place des contrats de marché, le contrôle du risque de contrepartie, le suivi qualitatif et quantitatif de la collatéralisation (contrôles de dispersion, des notations, des liquidités), des pensions et prêts de titres. Les revenus résultant de ces opérations sont restitués à l'OPC. Ces opérations engendrent des coûts qui sont supportés par l'OPC. La facturation par Amundi Intermédiation ne peut excéder 50% des revenus générés par ces opérations.

Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

Néant.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE (Article L.225-37 du Code de commerce)

Liste des mandats et fonctions exercés au cours de l'exercice par les mandataires sociaux

Gilles DAUPHINÉ

Société	Fonction	Représente
AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES	Président du Conseil d'Administration	

^(*) Mandat échu au cours de cet exercice

Anne BEAUDU

Société	Fonction	Représente
AMUNDI OBLIG MONDE	Directeur Général	
AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES	Administrateur et Directeur Général	

^(*) Mandat échu au cours de cet exercice

Stéphanie AKHAL

Société	Fonction	Représente
AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES	Administrateur	

^(*) Mandat échu au cours de cet exercice

Sandrine JOHNSON

Société	Fonction	Représente
AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES	Administrateur	
SA Loc Inter Immobilier	Directeur Général Délégué	
La Caisse de Retraite du Personnel Navigant Professionnel de l'aéronautique Civile (CRPNPAC)	Directeur Général Adjoint	
REIF - Association (Réseau Européen des Institutions de sécurité Sociale)	Administrateur	La Caisse de Retraite du Personnel Navigant Professionnel de l'aéronautique Civile (CRPNPAC)
Fondation Action Enfance	Administrateur	
Institut de Protection Sociale (IPS) - Think Tank	Présidente du Comité de Retraite	

^(*) Mandat échu au cours de cet exercice

Pierre FORTUNY

Société	Fonction	Représente
AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES	Administrateur	

^(*) Mandat échu au cours de cet exercice

Marc de PONTEVES

Société	Fonction	Représente
AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES	Administrateur	
AMUNDI AMBITION NET ZERO CARBONE ACTIONS ISR EURO	Administrateur	

^(*) Mandat échu au cours de cet exercice

Thierry GUERILLOT

Société	Fonction	Représente
AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES	Administrateur	

^(*) Mandat échu au cours de cet exercice

Sylvain MORTERA

Société	Fonction	Représente
AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES	Administrateur	
LA FONCIERE LFPI	Membre	AREAS DOMMAGES

^(*) Mandat échu au cours de cet exercice

Olivier DUBREUIL

Société	Fonction	Représente
ATIC SERVICES	Président Directeur Général	
SOCIETE DU TERMINAL DE L'ESCAUT/SOCIETE DU TERMINAL DE L'ESCAUT ET MANUTENTION	Président du Conseil d'administration	
CEMP	Président	
MANUFRANCE	Administrateur	
AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES	Censeur	
CFNR	Membre du Comité de Surveillance	
SOSERSID/SOMARSID	Membre du Comité de Direction	
MTMG	Membre du Conseil de	
	Surveillance	
Cap' Solidarité	Membre du Conseil de	
Cap Colldante	Surveillance	

^(*) Mandat échu au cours de cet exercice

Cédric MORISSEAU

Société	Fonction	Représente
AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES*	Administrateur et Directeur Général	

^(*) Mandat échu au cours de cet exercice

Céline LAIGLE

Société	Fonction	Représente
AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES*	Administrateur	MUTUELLE DES ARCHITECTES FRANCAIS

^(*) Mandat échu au cours de cet exercice

Conventions règlementées

Aucune convention relevant de l'article L. 225-38 du Code de Commerce n'a été conclue au cours de l'exercice.

Délégations accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires en matière d'augmentation de capital

Non applicable.

Modalités d'exercice de la Direction Générale

Le Conseil d'Administration a fait le choix de dissocier les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général. Par conséquent, la Direction Générale de la Société est assumée par un Directeur Général, jusqu'à décision contraire.

Composition du Conseil d'Administration à la clôture de l'exercice

Président du Conseil d'Administration

MonsieurGilles DAUPHINÉ

Directeur Général et Administrateur

Madame Anne BEAUDU

Administrateurs

Madame Stéphanie AKHAL Madame Sandrine JOHNSON Monsieur Pierre FORTUNY Monsieur Thierry GUERILLOT Monsieur Sylvain MORTERA Monsieur Marc de PONTEVES

Censeur

Monsieur Olivier DUBREUIL

Commissaire aux Comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT représenté par Madame Raphaëlle ALEZRA-CABESSA

Présentation des travaux du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice :

Votre Conseil d'Administration s'est réuni deux fois, notamment sur les points suivants :

Conseil d'Administration du 16 septembre 2022

- Arrivée à échéance du mandat d'Administrateur de Monsieur Thierry GUERILLOT.
- Proposition de soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire le renouvellement du mandat d'Administrateur cité ci-dessus.
- Présentation de la situation économique et des performances de la SICAV depuis le précédent Conseil.
- Répartition de la rémunération des membres du Conseil d'Administration.
- Examen et arrêté des comptes de l'exercice clos le 30 juin 2022.
- Convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Conseil d'Administration du 17 mars 2023

- Démission d'Administrateur : La Mutuelle des Architectes Français
- Démission du Directeur Général et Administrateur : Monsieur Cédric MORISSEAU
- Cooptation d'Administrateur : Madame Anne BEAUDU en remplacement de Monsieur Cédric MORISSEAU
- Cooptation d'Administrateur : Madame Sandrine JOHNSON en remplacement de La Mutuelle des Architectes Français
- Proposition de soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire la ratification de la cooptation d'Administrateurs cités ci-dessus
- Nomination d'une nouvelle Directrice Générale : Madame Anne BEAUDU
- Présentation de la situation économique et des performances de la SICAV depuis le précédent Conseil.

Depuis la clôture de l'exercice :

Conseil d'Administration du 8 septembre 2023

- Arrivée à échéance du mandat d'Administrateur de Madame Anne BEAUDU et de Monsieur Pierre FORTUNY
- Proposition de soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire le renouvellement du mandat des Administrateurs cités ci-dessus.
- Présentation de la situation économique et des performances de la SICAV depuis le précédent Conseil.
- Répartition de la rémunération des membres du Conseil d'Administration.
- Examen et arrêté des comptes de l'exercice clos le 30 juin 2023.
- Convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire.
- Modification statutaire relative à l'Article 8 Emissions, rachats des actions
- Convocation de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Informations spécifiques

Droit de vote

L'exercice des droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif du Fonds et la décision de l'apport des titres sont définis dans le règlement du Fonds.

Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la Société de Gestion ou par les entités de son groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques des comptes annuels :

- · Autres Informations.
- Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le groupe.

Calcul du risque global

- Méthode choisie de calcul du ratio du risque global :
- Méthode VaR absolue.
- Le pas de calcul est quotidien, les résultats sont présentés annualisés (racine du temps).
- L'intervalle de calcul proposé est 95% et le 99%.
- La profondeur d'historique est de 1 an, 259 scénarios et va du 30/06/2022 au 30/06/2023.
- VAR 95:
- Maximum: 12,86%Minimum: 10,22%Moyenne: 11,43%
- VAR 99:
- Maximum: 21,71%Minimum: 14,30%Moyenne: 17,14%
- Effet de Levier Fonds pour lesquels la méthode de calcul en risque est appliquée Niveau de levier indicatif : 622,75%.

Informations réglementaires

Procédure de sélection de brokers et des contreparties

Notre société de gestion et sa filiale de « "Négociation » attachent une grande importance à la sélection des prestataires transactionnels que sont les intermédiaires ("brokers") ou contreparties.

Ses méthodes de sélection sont les suivantes :

- Les intermédiaires ("brokers") sont sélectionnés par zone géographique, puis par métier. Les contreparties sont sélectionnées par métier.
- Les intermédiaires ("brokers") et les contreparties se voient attribuer une note interne trimestrielle. Les directions de notre société intervenant dans le processus de notation sont directement concernées par les prestations fournies par ces prestataires. C'est la filiale de « Négociation » de notre société qui organise et détermine cette notation sur base des notes décernées par chaque responsable d'équipe concernée selon les critères suivants :

Pour les équipes de gérants, d'analystes financiers et de stratégistes :

- Relation commerciale générale, compréhension des besoins, pertinence des contacts,
- Qualité des conseils de marchés et opportunités, suivi des conseils,
- Qualité de la recherche et des publications,
- Univers des valeurs couvertes, visites des sociétés et de leur direction.

Pour les équipes de négociateurs :

- Qualité des personnels, connaissance du marché et information sur les sociétés, confidentialité,
- Proposition de prix,
- Qualité des exécutions,
- Qualité du traitement des opérations, connectivité, technicité et réactivité.

Les directions « Compliance » et « Middle Office » de notre société disposent d'un droit de véto.

Accréditation d'un nouveau prestataire (intermédiaire ou contrepartie) transactionnel

La filiale de « Négociation » se charge d'instruire les dossiers d'habilitation et d'obtenir l'accord des directions « Risques » et « Compliance ». Lorsque le prestataire transactionnel (intermédiaire ou contrepartie) est habilité, il fait l'objet d'une notation lors du trimestre suivant.

Comités de suivi des prestataires (intermédiaires et contreparties) transactionnels

Ces comités de suivi ont lieu chaque trimestre, sous l'égide du responsable de la filiale de « Négociation ». Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Valider l'activité écoulée et la nouvelle sélection à mettre en œuvre pour le trimestre suivant,
- Décider de l'appartenance des prestataires à un groupe qui se verra confier un certain nombre de transactions.
- Définir les perspectives de l'activité.

Dans ces perspectives, les comités de suivi passent en revue les statistiques et notes attribuées à chaque prestataire et prennent les décisions qui en découlent.

Rapport sur les frais d'intermédiation

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : www.amundi.com.

Politique de Rémunérations

Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Asset Management est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « *Directive AIFM* »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « *Directive UCITS* V»). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

De plus, la politique de rémunération est conforme au Règlement (UE) 2019/2088 (« SFDR »), intégrant le risque de développement durable et les critères ESG dans le plan de contrôle d'Amundi, avec des responsabilités réparties entre le premier niveau de contrôles effectué par les équipes de Gestion et le deuxième niveau de contrôles effectué par les équipes Risques, qui peuvent vérifier à tout moment le respect des objectifs et des contraintes ESG d'un fonds.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 1er février 2022, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2021 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V, et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2022.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2022, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1.1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Au cours de l'année 2022, les effectifs d'Amundi Asset Management ont augmenté du fait de l'intégration de collaborateurs issus de la société Lyxor.

Sur l'exercice 2022, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables différées et non différées) versées par Amundi Asset Management à l'ensemble de son personnel (1 673 collaborateurs au 31 décembre 2022) s'est élevé à 202 172 869 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 134 493 396 euros, soit 67% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 67 679 473 euros, soit 33% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, du « carried interest » a été versé au cours de l'exercice 2022, et est pris en compte dans le montant total de rémunérations variables versées ci-dessus.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, 19 393 477 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (31 collaborateurs au 31 décembre 2022), 16 540 119 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (50 collaborateurs au 31 décembre 2022).

1.2 <u>Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt</u>

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des

fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères quantitatifs que qualitatifs, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères quantitatifs :

- RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Performance brute/absolue/relative des stratégies d'investissement (basées sur des composites GIPS) sur 1,3, 5 ans, perspective principalement axée sur 1 an, ajustée sur le long terme (3,5 ans)
- Performance en fonction du risque basée sur RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Classements concurrentiels à travers les classements Morningstar
- Collecte nette / demande de soumission, mandats réussis
- Performance fees
- Quand cela est pertinent, évaluation ESG des fonds selon différentes agences de notation (Morningstar, CDP...)
- Respect de l'approche ESG « Beat the benchmark », de la politique d'exclusion ESG et de l'index de transition climatique.

Critères qualitatifs :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Qualité du management
- Innovation/développement produit
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Engagement commercial incluant la composante ESG dans les actions commerciales
- ESG:
 - Respect de la politique ESG et participation à l'offre Net-zero
 - Intégration de l'ESG dans les processus d'investissement
 - Capacité à promouvoir et diffuser la connaissance ESG en interne et en externe
 - Participer à l'élargissement de l'offre et à l'innovation en matière ESG
 - Aptitude à concilier la combinaison entre risque et ESG (le risque et le retour ajusté de l'ESG).

2. Fonctions commerciales

Critères quantitatifs :

- Collecte nette, notamment en matière d'ESG et de produits à impact
- Recettes
- Collecte brute
- Développement et fidélisation de la clientèle ; gamme de produits
- Nombre d'actions commerciales par an, notamment en matière de prospection,
- Nombre de clients contactés sur leur stratégie Net-zero.

Critères qualitatifs :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et des intérêts du client
- Sécurisation/ développement de l'activité
- Satisfaction client
- Qualité du management
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Esprit d'entreprise
- Aptitude à expliquer et promouvoir les politiques ESG ainsi que les solutions d'Amundi.

3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment :

- est mis en place un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V.
- la partie différée de la rémunération variable des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif.
- l'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

Amundi applique des règles d'exclusion ciblées qui constituent le socle de sa responsabilité fiduciaire. Elles sont appliquées dans toutes ses stratégies de gestion active et consistent à exclure les entreprises qui ne sont conformes ni à notre politique ESG, ni aux conventions internationales et aux cadres reconnus sur le plan international, ni aux cadres de régulations nationales. Ces exclusions ciblées sont appliquées sous réserve de conformité aux lois et règlements applicables et sauf dispositions contractuelles contraires pour les produits ou services dédiés.

C'est ainsi qu'Amundi exclut les activités suivantes :

Tout investissement direct dans les entreprises impliquées dans la fabrication, le commerce, le stockage ou les services pour les mines antipersonnel, les bombes à sous-munitions, en conformité avec les conventions d'Ottawa et d'Oslo.

Les entreprises produisant, stockant, commercialisant des armes chimiques, des armes biologiques et des armes à l'uranium appauvri.

Les entreprises qui contreviennent gravement et de manière répétée à l'un ou plusieurs des 10 principes du Pacte Mondial, sans mesures correctives crédibles.

Ces émetteurs sont notés G sur l'échelle d'Amundi. De plus, Amundi met en œuvre des exclusions sectorielles ciblées, spécifiques aux industries du charbon et du tabac. Ces exclusions sectorielles s'appliquent à toutes les stratégies de gestion active sur lesquelles Amundi a la discrétion entière de gestion de portefeuille.

Politique Charbon

Amundi exclut :

- Les entreprises développant ou projetant de développer de nouvelles capacités en charbon thermique dans l'ensemble de la chaîne de valeur (producteurs, extracteurs, centrales, infrastructures de transport).
- Les entreprises dont plus de 25% du chiffre d'affaires provient de l'extraction de charbon thermique.
- Les entreprises dont l'extraction annuelle de charbon thermique est de 100 MT ou plus sans intention de réduction.
- Toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires lié à l'extraction de charbon thermique et à la production d'électricité à partir de charbon thermique est supérieur à 50% de leur chiffre d'affaires total sans analyse.

- Toutes les entreprises de production d'électricité au charbon et d'extraction de charbon avec un seuil entre 25% et 50% et un score de transition énergétique détérioré.

Application en gestion passive :

Fonds passifs ESG

Tous les ETF et fonds indiciels ESG appliquent chaque fois que possible la politique d'exclusion du secteur charbon d'Amundi (à l'exception des indices très concentrés).

Fonds passifs non ESG

Le devoir fiduciaire en gestion passive est de reproduire le plus fidèlement possible un indice.

Le gestionnaire de portefeuille dispose ainsi d'une marge de manœuvre limitée et doit remplir les objectifs contractuels pour obtenir une exposition passive pleinement conforme à l'indice de référence demandé. Par conséquent, les fonds indiciels et ETF d'Amundi répliquant des indices de référence standards (non ESG) ne peuvent pas appliquer d'exclusions sectorielles systématiques.

Cependant, dans le cadre des titres exclus de la « politique charbon thermique » sur l'univers d'investissement actif d'Amundi mais qui pourraient être présents dans des fonds passifs non ESG, Amundi a renforcé ses actions en matière de vote et d'engagement qui pourraient se traduire par un vote « contre » le management des entreprises concernées.

Politique sur le tabac

Depuis 2018, Amundi limite les notes ESG des entreprises du secteur du tabac à E, sur une échelle de A à G (les entreprises notées G étant exclues) afin de prendre en compte les inquiétudes liées à la santé publique, mais également la violation des droits de l'Homme, la pauvreté, les conséquences environnementales, et le coût économique considérable associé au tabac, estimé à plus de 1 000 milliards de dollars par an dans le monde, selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé. Cette limite a pour but de pénaliser l'investissement dans ce type d'entreprises, ce qui doit être compensé par des investissements dans des entreprises plus vertueuses. La politique d'Amundi s'applique au secteur du tabac dans son entièreté, notamment les fournisseurs, les fabricants de cigarettes et les distributeurs.

En mai 2020, Amundi est devenu signataire du Tobacco-Free Finance Pledge, renforçant de fait sa politique d'exclusion au tabac. Amundi applique ainsi les règles suivantes :

- Règles d'exclusion : sont exclues les entreprises fabriquant des produits complets du tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 5%).
- Règles de limite : sont limitées à une note ESG de E (s'étalonnant de A à G) les entreprises impliquées dans les activités de fabrication, de fourniture et de distribution de tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 10%).

Des informations complémentaires sur les modalités de prise en compte des critères ESG par Amundi sont disponibles sur son site Internet : https://legroupe.amundi.com

* Gestion active : hors OPC indiciels et ETF contraints par leur indice de référence.

Règlements SFDR et Taxonomie

Article 6

Le fonds ne promeut pas d'investissement durable dans sa stratégie de gestion.

Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 30 juin 2023

AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES

OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE SOCIETE D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE Régi par le Code monétaire et financier

Société de gestion AMUNDI ASSET MANAGEMENT 90, boulevard Pasteur 75015 PARIS

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de société d'investissement à capital variable AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de société d'investissement à capital variable à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/07/2022 à la date d'émission de notre rapport.

PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr



AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note "valorisation des titres russes" de l'annexe aux comptes annuels concernant les modalités de valorisation des instruments financiers exposés à la Russie.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr



AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la SICAV à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la SICAV ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la direction.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de la SICAV.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

• il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr



AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la SICAV à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

2023.09.20 10:55:08 +0200

Document authentifié par signature électronique Le commissaire aux comptes PricewaterhouseCoopers Audit Raphaëlle Alezra-Cabessa



RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 juin 2023

AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES

OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE SOCIETE D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE Régi par le Code monétaire et financier

Société de gestion AMUNDI ASSET MANAGEMENT 90, boulevard Pasteur 75015 PARIS

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la SICAV dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique

Le commissaire aux comptes PricewaterhouseCoopers Audit

Raphaëlle Alezra-Cabessa

2023.09.20 10:55:03 +0200

PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr

Comptes annuels

Comptes de l'exercice

Ceux-ci vous sont présentés, sous la forme prévue par le règlement ANC 2014-01 modifié.

Ainsi, le bilan vous donne la situation évaluée au dernier jour de bourse de l'exercice.

Par ailleurs, le compte de résultat fait apparaître les revenus dont sont déduits les frais de gestion et les frais financiers, pour dégager le RESULTAT NET de 5 087 479,46 EUROS. Celui-ci est corrigé des comptes de régularisation des revenus, des acomptes versés, et du report à nouveau afin d'obtenir les sommes distribuables au titre de l'exercice clos : 4 740 925,94 EUROS.

Nous vous proposons de répartir les sommes distribuables de la façon suivante :

Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D

- allouer un dividende net de 3,38 EUROS par action, soit un total de 1 500 821,07 EUROS ;
- virer au compte report à nouveau de l'exercice la somme de 1 969,54 EUROS.

Nous vous proposons de remonter au capital les sommes de la façon suivante :

406,30 EUROS pour l'action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C 1 984 920,25 EUROS pour l'action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C 679 245,34 EUROS pour l'action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C 537 200,07 EUROS pour l'action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC-C 23 703,63 EUROS pour l'action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES R-C 16 786,73 EUROS pour l'action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C 135,50 EUROS pour l'action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C

Le montant des plus ou moins-values nettes est de : 16 452 183,46 EUROS et se décompose comme suit :

Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C: Capitalisation: 1 874,60 EUROS Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C: Capitalisation: 7 748 024,86 EUROS Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C: Capitalisation: 3 322 792,87 EUROS Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC-C: Capitalisation: 3 826 491,93 EUROS Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D: Capitalisation: 1 405 815,77 EUROS Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES R-C: Capitalisation: 72 956,84 EUROS Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C: Capitalisation: 73 453,80 EUROS Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C: Capitalisation: 772,79 EUROS

Le dividende sera décomposé comme suit :

Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D	Net
Revenus soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	1,29
Actions ouvrant droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	
Autres revenus n'ouvrant pas droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	2,09
Revenus non déclarables et non imposables	
Montant des sommes distribuées sur les plus et moins-values	
Total	3,38

47

Bilan Actif au 30/06/2023 en EUR

	30/06/2023	30/06/2022
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	529 289 455,05	636 436 433,63
Actions et valeurs assimilées		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées	379 544 349,97	422 136 711,91
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	379 544 349,97	422 136 711,91
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances	6 344 105,50	
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	6 344 105,50	
Titres de créances négociables	6 344 105,50	
Autres titres de créances		
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	42 754 896,49	51 186 976,59
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	42 754 896,49	51 186 976,59
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres	95 782 393,99	148 774 201,39
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés	411,38	601 976,88
Titres empruntés		
Titres donnés en pension	95 781 982,61	148 172 224,51
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	4 863 709,10	14 338 543,74
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	4 516 387,38	13 887 401,10
Autres opérations	347 321,72	451 142,64
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	1 303 652 650,85	1 532 462 352,21
Opérations de change à terme de devises	1 281 591 354,11	1 508 650 230,10
Autres	22 061 296,74	23 812 122,11
COMPTES FINANCIERS	3 400 041,54	11 459 956,87
Liquidités	3 400 041,54	11 459 956,87
TOTAL DE L'ACTIF	1 836 342 147,44	2 180 358 742,71

Bilan Passif au 30/06/2023 en EUR

	30/06/2023	30/06/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	411 139 506,37	430 220 687,00
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		987 905,31
Report à nouveau (a)	4 262,49	6 710,06
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	16 452 183,46	41 789 639,04
Résultat de l'exercice (a, b)	4 740 925,94	27 124 920,22
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	432 336 878,26	500 129 861,63
* Montant représentatif de l'actif net		
INSTRUMENTS FINANCIERS	105 338 439,75	163 158 856,88
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres	95 786 753,85	145 963 650,43
Dettes représentatives de titres donnés en pension	95 786 753,85	145 963 650,43
Dettes représentatives de titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	9 551 685,90	17 195 206,45
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	4 516 383,27	14 657 033,24
Autres opérations	5 035 302,63	2 538 173,21
DETTES	1 298 666 829,43	1 515 877 214,17
Opérations de change à terme de devises	1 283 076 002,04	1 502 950 551,92
Autres	15 590 827,39	12 926 662,25
COMPTES FINANCIERS		1 192 810,03
Concours bancaires courants		1 192 810,03
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	1 836 342 147,44	2 180 358 742,71

⁽a) Y compris comptes de régularisation

⁽b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

Hors-Bilan au 30/06/2023 en EUR

	30/06/2023	30/06/2022
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
MSE CANADA 10 0922		30 800 971,4
MSE CANADA 10 0923	42 520 973,89	,
EURO SCHATZ 0922		216 761 970,0
EURO SCHATZ 0923	58 820 850,00	
LIFFE LG GILT 0922		30 454 693,
LIFFE LG GILT 0923	1 998 951,23	
XEUR FBTP BTP 0922		6 156 000,
JAP GOVT 10 0922		57 548 195,
JAP GOVT 10 0923	49 928 751,58	
EURO BOBL 0922		239 065 750,
EURO BOBL 0923	41 308 470,00	
EURO BUND 0923	15 112 620,00	
SOFRRATE 3M 1223	68 095 692,03	
US 10YR NOTE 0922		391 154 825
US 10YR NOTE 0923	68 326 649,86	
XEUR FGBX BUX 0922		56 428 200
XEUR FGBX BUX 0923	39 646 400,00	
US 10Y ULT 0922		104 780 238,
CBOT USUL 30A 0923	6 991 979,84	
AUST 10Y BOND 0923	2 835 199,76	
XSFE YT1 AUST 0923	8 184 905,14	
Engagement sur marché de gré à gré		
Swaps de taux		
E6R/0.0/FIX/1.76		25 000 000,
E6R/0.0/FIX/1.789		10 000 000
Credit Default Swaps		
CDX NA HY SERIE 36 V		11 478 310,
CDX-NAIGS36V1-5Y		76 522 071
ITRAXX EUR XOVER S36		5 000 000
ITRAXX EUROPE S36 V1		20 000 000,
CDX NA IG SERIE 36 V		33 478 406,
ITRAXX EUR XOVER S38	3 000 000,00	
CDX NA IG SERIE 39 V	43 996 333,64	
ITRAXX EUROPE S38 V1	20 000 000,00	
ITRAXX EUROPE S38 V1	5 000 000,00	
ITRAXX EUROPE S38 V1	21 000 000,00	
ITRAXX EUROPE S38 V1	5 000 000,00	
ITRAXX EUROPE S38 V1	15 000 000,00	

Hors-Bilan au 30/06/2023 en EUR

	30/06/2023	30/06/2022
CDX NA HY SERIE 39 V	13 611 365,72	
CDX NA HY SERIE 39 V	2 268 560,95	
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
CAN 2YR BOND 0923	5 882 783,82	
90DAY EURODLR 1222		195 761 394,61
I EURIBOR 3 1223	68 887 175,00	
FV CBOT UST 5 0922		250 907 706,80
FV CBOT UST 5 0923	142 913 401,66	
EURO BTP 0923	33 904 120,00	
EUR XEUR FOAT E 0922		35 325 150,00
XEUR FOAT EUR 0923	1 926 000,00	
FGBL BUND 10A 0922		260 365 000,00
TU CBOT UST 2 0922		48 212 492,23
TU CBOT UST 2 0923	44 545 514,44	
US TBOND 30 0922		60 067 076,38
US TBOND 30 0923	7 444 546,29	
US 10Y ULT 0923	5 536 491,75	
CBOT USUL 30A 0922		25 540 646,37
AUST 10Y BOND 0922		39 101 177,36
CAN 5YR BOND 0922		21 095 458,08
XSFE YT1 AUST 0922		8 835 105,40
CAN 5YR BOND 0923	16 327 561,13	
Options		
EUREX EURO BUND 07/2022 CALL 149.5		27 792 104,00
EUREX EURO BUND 07/2022 CALL 148.5		66 653 440,00
EUREX EURO BUND 07/2022 CALL 150.5		41 955 960,00
EUREX EURO BUND 07/2022 CALL 147		41 420 352,00
EUREX EURO BUND 08/2022 PUT 0.1		12 311 264,00
CBOT YST 10 A 07/2022 CALL 117.5		45 322 181,83
Engagement sur marché de gré à gré		
Options		
NOKSEK P 0.99 07/22		1 235 772,29
NOKSEK C 1.01 08/23	9 673 955,60	
Swaps de taux		
FIX/0.878/E6R/0.0	20 000 000,00	20 000 000,00
FIX/2.5/CCSW01/0.0		113 166 298,87
FIX/4.483/SONIO/0.0	21 033 618,83	
FIX/2.5/CCSW01/0.0	17 665 392,23	
FIX/4.95/SONIO/0.0	20 637 417,70	

Hors-Bilan au 30/06/2023 en EUR

	30/06/2023	30/06/2022
Credit Default Swaps		
CDX NA HY SERIE 36 V		10 416 567,03
CDX NA HY SERIE 36 V		11 363 527,67
Autres engagements		

Compte de Résultat au 30/06/2023 en EUR

	30/06/2023	30/06/2022
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	466 393,25	14 009,33
Produits sur actions et valeurs assimilées		
Produits sur obligations et valeurs assimilées	19 211 468,91	32 956 426,96
Produits sur titres de créances		318 750,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	254 434,27	1 134 568,86
Produits sur instruments financiers à terme	234 967,23	280 241,67
Autres produits financiers		
TOTAL (1)	20 167 263,66	34 703 996,82
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	1 415 304,17	176 404,34
Charges sur instruments financiers à terme	213 964,18	807 689,57
Charges sur dettes financières	26 647,68	194 653,31
Autres charges financières		
TOTAL (2)	1 655 916,03	1 178 747,22
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	18 511 347,63	33 525 249,60
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	13 423 868,17	4 357 981,68
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	5 087 479,46	29 167 267,92
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-346 553,52	-2 042 347,70
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	4 740 925,94	27 124 920,22

Annexes aux comptes annuels

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Valorisations des titres russes :

La crise liée au conflit entre la Russie et l'Ukraine crée des conditions particulières pour la valorisation des instruments financiers exposés à ces pays. En effet, la société de gestion a été conduite à mettre en place une politique de valorisation particulière pour ces instruments afin de tenir compte :

- de la fermeture de marchés financiers de certains pays,
- des incertitudes pesant sur les recouvrements à venir de titres de créances sur ces états,
- des incertitudes pesant sur les recouvrements à venir de titres de créances d'entreprises dont le siège social se situe dans ces pays, ou dont l'activité est significativement exposée ou dépendante de ces pays.
- des mesures exceptionnelles prises dans le cadre des sanctions contre la Russie.

Cette politique de valorisation consistait à appliquer une valorisation dégressive pour les instruments Fixe Income avec un code ISIN russe :

- au 03/03/2022, valorisation représentant 20% du nominal quelle que soit la devise du titre
- au 04/04/2022, valorisation représentant 20% du nominal pour les devises fortes et 5% du nominal pour les titres émis en roubles
- au 30/06/2022, valorisation représentant 20% du nominal pour les devises fortes et 5% du nominal pour les titres émis en roubles
- au 30/12/2022, valorisation à 0% du nominal pour les devises fortes comme pour les titres émis en roubles.

Au 30 juin 2023, la politique de valorisation retenue pour les instruments fixed income avec un code ISIN russe consiste à appliquer une valorisation à 0% du nominal pour les devises fortes comme pour les titres émis en roubles.

Les évaluations ainsi retenues présentent des incertitudes et ne sauraient présenter le même degré de précision que celles provenant de cours issus de cotations sur des marchés réglementés. En conséquence, il pourrait exister un écart significatif entre les valeurs retenues, évaluées comme indiqué ci-dessus (valorisation à 0), et les prix auxquels seraient effectivement réalisées les cessions si une part de ces actifs en portefeuille devait être cédée à brève échéance (à 0 ou plus). La valeur de ces titres peut également dépendre d'éventuels recouvrements à venir.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité du Conseil d'Administration en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps:

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par le Conseil d'Administration.

Les CDS:

Les CDS sont valorisés sur la base de modèles mathématiques à partir des courbes de spreads alimentés par KONDOR.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0010925602 - Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C : Taux de frais maximum de 1,00% TTC

FR0010032573 - Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C : Taux de frais maximum de 0,80% TTC.

FR0010156604 - Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C : Taux de frais maximum de 1,00% TTC.

FR0012712032 - Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC-C : Taux de frais maximum de 0,80% TTC.

FR0012712024 - Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D : Taux de frais maximum de 0,10% TTC:

FR0013298916 - Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES R-C : Taux de frais maximum de 1,00% TTC. FR0010033217 - Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C : Taux de frais maximum de 0,80% TTC.

FR0011041045 - Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C : Taux de frais maximum de 1,00% TTC.

Les frais de gestion administrative sont pris en charge par la SICAV.

Les honoraires du Commissaire aux comptes s'élèvent à 5 100,00 euros TTC, ils sont pris en charge par la SICAV.

Swing pricing

Les souscriptions et les rachats significatifs peuvent avoir un impact sur la valeur liquidative en raison du coût de réaménagement du portefeuille lié aux transactions d'investissement et de désinvestissement. Ce coût peut provenir de l'écart entre le prix de transaction et le prix de valorisation, de taxes ou de frais de courtage.

Aux fins de préserver l'intérêt des actionnaires présents dans l'OPC, la Société de Gestion peut décider d'appliquer un mécanisme de Swing Pricing à l'OPC avec seuil de déclenchement.

Ainsi dès lors que le solde de souscriptions-rachats de toutes les actions confondues est supérieur en valeur absolue au seuil préétabli, il sera procédé à un ajustement de la Valeur Liquidative. Par conséquent, la Valeur Liquidative sera ajustée à la hausse (et respectivement à la baisse) si le solde des souscriptions-rachats est positif (et respectivement négatif); l'objectif est de limiter l'impact de ces souscriptions-rachats sur la Valeur Liquidative des actionnaires présents dans l'OPC.

Ce seuil de déclenchement est exprimé en pourcentage de l'actif total de l'OPC.

Le niveau du seuil de déclenchement ainsi que le facteur d'ajustement de la valeur liquidative sont déterminés par la Société de gestion, et ils sont revus a minima sur un rythme trimestriel.

En raison de l'application du Swing Pricing, la volatilité de l'OPC peut ne pas provenir uniquement des actifs détenus en portefeuille.

Conformément à la réglementation, seules les personnes en charge de sa mise en œuvre connaissent le détail de ce mécanisme, et notamment le pourcentage du seuil de déclenchement.

Commission de surperformance :

La commission de surperformance est de 20,00% de la différence entre l'actif net de l'action (avant prélèvement de la commission de surperformance) et l'actif de référence pour les actions CHF-P-C, EUR-I-C, EUR-P-C, IHC-C, R-C, USD-I-C et USD-P-C.

Le calcul de la commission de surperformance s'applique au niveau de chaque action concernée et à chaque date d'établissement de la Valeur Liquidative. Celui-ci est basé sur la comparaison (ci-après la « Comparaison ») entre :

- L'actif net calculé au niveau de l'action (avant prélèvement de la commission de surperformance) et
- L'actif de référence (ci-après « l'Actif de Référence ») qui représente et réplique l'actif net calculé au niveau de l'action (avant prélèvement de la commission de surperformance) au 1er jour de la période d'observation,

retraité des souscriptions/rachats à chaque valorisation, auquel est appliqué la performance de l'indicateur de référence JP Morgan Government Bond Index Broad.

Ainsi, à compter du 01/07/2022, la Comparaison est effectuée sur une période d'observation de cinq années maximum, dont la date anniversaire correspond au jour d'établissement de la dernière valeur liquidative du mois de juin. Toutes les périodes d'observations qui s'ouvrent à compter du 01/07/2022 intègrent les nouvelles modalités ci-dessous.

Au cours de la vie de l'action, une nouvelle période d'observation de 5 années maximum s'ouvre :

- en cas de versement de la provision annuelle à une date anniversaire ;
- en cas de sous-performance cumulée constatée à l'issue d'une période de 5 ans.

Dans ce cas, toute sous-performance supérieure à 5 ans ne sera plus prise en compte au cours de la nouvelle période d'observation ; à l'inverse toute sous-performance générée sur les 5 dernières années continuera à être prise en compte.

La commission de surperformance représentera 20% de l'écart entre l'actif net calculé au niveau de l'action (avant prélèvement de la commission de surperformance) et l'Actif de Référence si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- cet écart est positif;
- la performance relative, depuis le début de la période d'observation telle que définie ci-dessus, de l'action par rapport à l'actif de référence est positive ou nulle.

Les sous-performances passées sur les 5 dernières années doivent ainsi être compensées avant qu'une provision puisse à nouveau être enregistrée.

Cette commission fera l'objet d'une provision lors du calcul de la Valeur Liquidative.

En cas de rachat au cours de la période d'observation, la quote-part de la provision constituée, correspondant au nombre d'action rachetées, est définitivement acquise à la société de gestion. Celle-ci peut être versée à la société de gestion à chaque date anniversaire.

Si, au cours de la période d'observation, l'actif net calculé de l'action (avant prélèvement de la commission de surperformance) est inférieur à celui de l'Actif de Référence, la commission de surperformance sera nulle et fera l'objet d'une reprise de provision lors du calcul de la Valeur Liquidative. Les reprises sur provision sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures.

Sur la période d'observation, toutes provisions telles que définies ci-dessus deviennent exigible à date d'anniversaire et seront payées à la Société de Gestion.

La commission de surperformance est perçue par la société de gestion même si la performance de l'action sur la période d'observation est négative, tout en restant supérieure à la performance de l'Actif de Référence.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts. Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Action(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins- values nettes réalisées
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C	Capitalisation	Capitalisation
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C	Capitalisation	Capitalisation
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C	Capitalisation	Capitalisation
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC-C	Capitalisation	Capitalisation
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D	Distribution	Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report par décision de la SICAV
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES R-C	Capitalisation	Capitalisation
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C	Capitalisation	Capitalisation
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C	Capitalisation	Capitalisation

2. Évolution de l'actif net au 30/06/2023 en EUR

	30/06/2023	30/06/2022
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	500 129 861,63	634 953 881,19
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	62 154 873,03	45 597 773,22
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-142 533 092,20	-133 315 523,01
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	4 030 805,06	6 910 922,97
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-26 098 089,61	-1 971 006,47
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	242 942 122,82	309 898 227,63
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-199 257 047,97	-264 459 957,03
Frais de transactions	-725 772,33	-1 148 179,41
Différences de change	-32 216 629,06	28 663 718,78
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	26 181 557,19	-155 371 151,65
Différence d'estimation exercice N	-71 411 657,98	-97 593 215,17
Différence d'estimation exercice N-1	97 593 215,17	-57 777 936,48
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	-3 920 923,76	3 781 463,97
Différence d'estimation exercice N	-5 854 768,69	-1 933 844,93
Différence d'estimation exercice N-1	1 933 844,93	5 715 308,90
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-3 438 266,00	-2 577 576,48
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	5 087 479,46	29 167 267,92
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	432 336 878,26	500 129 861,63

3. Compléments d'information

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Autres obligations (indexées, titres participatifs)	65 455 510,59	15,14
Obligations à taux VAR / REV négociées sur un marché réglementé ou assimilé	8 350 136,20	1,93
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	305 738 703,18	70,72
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	379 544 349,97	87,79
TITRES DE CRÉANCES		
Bons du Trésor	6 344 105,50	1,47
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	6 344 105,50	1,47
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Crédit	128 876 260,31	29,81
Taux	403 771 443,33	93,39
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	532 647 703,64	123,20
AUTRES OPÉRATIONS		
Change	9 673 955,60	2,24
Taux	406 704 022,86	94,07
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	416 377 978,46	96,31

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées	305 738 703,18	70,72			8 350 136,20	1,93	65 455 510,59	15,14
Titres de créances	6 344 105,50	1,47						
Opérations temporaires sur titres	54 817 752,06	12,68					40 964 230,55	9,48
Comptes financiers							3 400 041,54	0,79
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres			95 786 753,85	22,16				
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	324 655 646,40	75,09					79 115 796,93	18,30
Autres opérations	242 152 857,96	56,01			20 000 000,00	4,63	144 551 164,90	33,43

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées	573 774,06	0,13	5 358 844,88	1,24	99 771 124,66	23,08	89 963 315,70	20,81	183 877 290,67	42,53
Titres de créances	6 344 105,50	1,47								
Opérations temporaires sur titres					36 236 250,64	8,38	16 653 360,82	3,85	42 892 371,15	9,92
Comptes financiers	3 400 041,54	0,79								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	95 786 753,85	22,16								
Comptes financiers										
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	68 095 692,03	15,75			67 005 755,14	15,50	41 308 470,00	9,55	227 361 526,16	52,59
Autres opérations					113 432 689,44	26,24	159 240 962,79	36,83	134 030 370,63	31,00

^(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 TWD		Devise 3 BRL		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées	151 480 672,11	35,04			24 268 599,39	5,61	125 506 711,44	29,03
Titres de créances							6 344 105,50	1,47
OPC	25 860 519,22	5,98						
Opérations temporaires sur titres	411,38							
Créances	317 212 711,04	73,37	10 052 433,87	2,33	16 300 493,15	3,77	456 672 861,66	105,63
Comptes financiers	610 086,75	0,14			17 228,44		1 780 414,25	0,41
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes	268 490 102,99	62,10	50 249 297,87	11,62	925 481,81	0,21	411 580 582,64	95,20
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	203 290 582,04	47,02					105 468 781,60	24,40
Autres opérations	200 439 954,14	46,36					91 220 729,32	21,10

3.5. CRÉANCES ET DETTES: VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	30/06/2023
CRÉANCES		
	Achat à terme de devise	699 581 197,81
	Fonds à recevoir sur vente à terme de devises	582 010 156,30
	Ventes à règlement différé	1 190 257,09
	Dépôts de garantie en espèces	9 127 170,29
	Coupons et dividendes en espèces	24 756,81
	Collatéraux	11 719 112,55
TOTAL DES CRÉANCES		1 303 652 650,85
DETTES		
	Vente à terme de devise	577 217 668,09
	Fonds à verser sur achat à terme de devises	705 858 333,95
	Frais de gestion fixe	328 272,77
	Frais de gestion variable	9 746 755,24
	Collatéraux	5 112 000,00
	Autres dettes	403 799,38
TOTAL DES DETTES		1 298 666 829,43
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		4 985 821,42

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En action	En montant
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C		
Actions souscrites durant l'exercice		
Actions rachetées durant l'exercice	-232,694	-24 301,28
Solde net des souscriptions/rachats	-232,694	-24 301,28
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	550,531	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C		
Actions souscrites durant l'exercice	47 668,208	29 163 203,82
Actions rachetées durant l'exercice	-155 056,913	-96 034 516,92
Solde net des souscriptions/rachats	-107 388,705	-66 871 313,10
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	387 652,279	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C		
Actions souscrites durant l'exercice	118 709,956	26 469 415,68
Actions rachetées durant l'exercice	-75 745,765	-16 884 493,66
Solde net des souscriptions/rachats	42 964,191	9 584 922,02
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	460 451,138	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC-C		
Actions souscrites durant l'exercice	5 031,043	3 175 640,41
Actions rachetées durant l'exercice		
Solde net des souscriptions/rachats	5 031,043	3 175 640,41
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	76 776,755	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D		
Actions souscrites durant l'exercice	34 382,403	3 151 096,53
Actions rachetées durant l'exercice	-295 407,194	-26 565 479,01
Solde net des souscriptions/rachats	-261 024,791	-23 414 382,48
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	444 029,901	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES R-C		
Actions souscrites durant l'exercice	1 660,096	168 359,45
Actions rachetées durant l'exercice	-12 813,458	-1 297 051,06
Solde net des souscriptions/rachats	-11 153,362	-1 128 691,61
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	22 339,531	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C		
Actions souscrites durant l'exercice		
Actions rachetées durant l'exercice	-2 716,683	-1 678 333,98
Solde net des souscriptions/rachats	-2 716,683	-1 678 333,98
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	3 673,969	

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En action	En montant
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C		
Actions souscrites durant l'exercice	170,000	27 157,14
Actions rachetées durant l'exercice	-308,200	-48 916,29
Solde net des souscriptions/rachats	-138,200	-21 759,15
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	150,000	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC-C	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES R-C	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

3.7. FRAIS DE GESTION

	30/06/2023
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	780,00
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Frais de gestion variables provisionnés	1 248,75
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	1,60
Frais de gestion variables acquis	476,85
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,61
Rétrocessions des frais de gestion	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	2 249 691,33
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,80
Frais de gestion variables provisionnés	4 996 174,00
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	1,78
Frais de gestion variables acquis	1 609 536,36
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,57
Rétrocessions des frais de gestion	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	968 268,20
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Frais de gestion variables provisionnés	1 865 787,05
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	1,93
Frais de gestion variables acquis	217 612,0
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,22
Rétrocessions des frais de gestion	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	372 387,5
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,80
Frais de gestion variables provisionnés	894 440,73
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	1,9:
Frais de gestion variables acquis	
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	
Rétrocessions des frais de gestion	

[«] Le montant des frais de gestion variables affiché ci-dessus correspond à la somme des provisions et reprises de provisions ayant impacté l'actif net au cours de la période sous revue.»

3.7. FRAIS DE GESTION

	30/06/2023
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	51 760,30
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,10
Frais de gestion variables provisionnés	
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	
Frais de gestion variables acquis	
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	
Rétrocessions des frais de gestion	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES R-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	15 636,49
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,53
Frais de gestion variables provisionnés	49 407,7
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	1,69
Frais de gestion variables acquis	21 614,5
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,74
Rétrocessions des frais de gestion	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	26 399,75
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,80
Frais de gestion variables provisionnés	53 978,94
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	1,64
Frais de gestion variables acquis	27 037,38
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,82
Rétrocessions des frais de gestion	
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	503,33
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Frais de gestion variables provisionnés	428,30
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,8
Frais de gestion variables acquis	698,5
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	1,3
Rétrocessions des frais de gestion	

[«] Le montant des frais de gestion variables affiché ci-dessus correspond à la somme des provisions et reprises de provisions ayant impacté l'actif net au cours de la période sous revue.»

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

	30/06/2023
Garanties reçues par l'OPC - dont garanties de capital	
Autres engagements reçus Autres engagements donnés	

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	30/06/2023
Titres pris en pension livrée Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	30/06/2023
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/06/2023
Actions			
Obligations			1 824 823,56
	USF22797RT78	ACAFP 7 7/8 01/29/49	1 824 823,56
TCN			
OPC			42 754 896,49
	LU2280507331	AF Global Corp ESG Improvers Bond Z	2 936 271,65
	LU1622150271	AMUNDI FUNDS ABSOLUTE RETURN CREDIT I EUR C	10 926 729,00
	LU2247576205	AMUNDI FUNDS ARGO BOND DYNAM Z HDG EUR C	1 931 220,00
	LU0755948360	AMUNDI FUNDS EMERGING MARKETS CORPORATE BOND O USD C	10 393 285,15
	LU1880388167	AMUNDI FUNDS EMERGING MARKETS LOCAL CURRENCY BOND O USD C	12 530 962,42
	FR0013433760	AMUNDI MULTI FACTOR OPPORTUNITY CREDIT-I2 EUR	4 036 428,27
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			44 579 720,05

3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	30/06/2023	30/06/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	4 262,49	6 710,06
Résultat	4 740 925,94	27 124 920,22
Acomptes versés sur résultat de l'exercice		
Total	4 745 188,43	27 131 630,28

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	406,30	4 134,86
Total	406,30	4 134,86

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	1 984 920,25	15 954 456,81
Total	1 984 920,25	15 954 456,81

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	679 245,34	4 661 619,39
Total	679 245,34	4 661 619,39

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	537 200,07	2 246 528,37
Total	537 200,07	2 246 528,37

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D		
Affectation		
Distribution	1 500 821,07	3 863 699,71
Report à nouveau de l'exercice	1 969,54	6 767,06
Capitalisation		
Total	1 502 790,61	3 870 466,77
Informations relatives aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	444 029,901	705 054,692
Distribution unitaire	3,38	5,48
Crédit d'impôt		
Crédit d'impôt attachés à la distribution du résultat		

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES R-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	23 703,63	186 163,17
Total	23 703,63	186 163,17

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	16 786,73	205 961,42
Total	16 786,73	205 961,42

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	135,50	2 299,49
Total	135,50	2 299,49

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	30/06/2023	30/06/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		987 905,31
Plus et moins-values nettes de l'exercice	16 452 183,46	41 789 639,04
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	16 452 183,46	42 777 544,35

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	1 874,60	6 368,94
Total	1 874,60	6 368,94

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	7 748 024,86	23 617 246,25
Total	7 748 024,86	23 617 246,25

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	3 322 792,87	7 194 381,65
Total	3 322 792,87	7 194 381,65

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	3 826 491,93	5 382 494,35
Total	3 826 491,93	5 382 494,35

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	1 405 815,77	6 007 900,82
Total	1 405 815,77	6 007 900,82

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES R-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	72 956,84	260 936,35
Total	72 956,84	260 936,35

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	73 453,80	304 673,81
Total	73 453,80	304 673,81

	30/06/2023	30/06/2022
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	772,79	3 542,18
Total	772,79	3 542,18

	28/06/2019	30/06/2020	30/06/2021	30/06/2022	30/06/2023
Actif net Global en EUR	959 999 026,50	782 336 459,04	634 953 881,19	500 129 861,63	432 336 878,26
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES en GBP					
Actif net en GBP	1 223,67				
Nombre de titres	5,000				
Valeur liquidative unitaire en GBP	244,73				
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes en EUR	-2,92				
Capitalisation unitaire sur résultat en EUR	5,93				
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C en CHF					
Actif net en CHF	247 274,88	230 817,59	231 622,32	80 007,29	56 184,51
Nombre de titres	1 989,029	1 978,363	1 887,109	783,225	550,531
Valeur liquidative unitaire en CHF	124,31	116,67	122,73	102,15	102,05
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes en EUR	-1,25	-0,66	1,57	8,13	3,40
Capitalisation unitaire sur résultat en EUR	2,49	3,24	0,20	5,27	0,73
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C en EUR					
Actif net			361 532 446,06	296 559 762,80	238 240 127,86
Nombre de titres			551 169,037	495 040,984	387 652,279
Valeur liquidative unitaire			655,93	599,06	614,57
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes			9,14	47,70	19,98
Capitalisation unitaire sur résultat			2,36	32,22	5,12

	28/06/2019	30/06/2020	30/06/2021	30/06/2022	30/06/2023
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C en EUR					
Actif net	160 486 317,74	179 680 364,70	110 596 376,85	90 293 357,41	101 993 718,71
Nombre de titres	675 703,605	773 464,052	466 068,831	417 486,947	460 451,138
Valeur liquidative unitaire	237,50	232,30	237,29	216,27	221,50
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-2,65	-1,40	3,33	17,23	7,21
Capitalisation unitaire sur résultat	5,22	6,60	0,44	11,16	1,47
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES I GBP en GBP					
Actif net en GBP	47 031,69	46 029,17	44 490,76		
Nombre de titres	56,000	55,000	55,000		
Valeur liquidative unitaire en GBP	839,85	836,89	808,92		
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes en EUR	-10,46	-5,55	13,21		
Capitalisation unitaire sur résultat en EUR	22,23	28,94	3,63		
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC- C en CHF					
Actif net en CHF	64 694 271,94	46 441 095,69	47 403 315,41	43 407 835,51	47 142 713,26
Nombre de titres	97 099,781	71 355,538	71 384,538	71 745,712	76 776,755
Valeur liquidative unitaire en CHF	666,26	650,84	664,05	605,02	614,02
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes en EUR	9,36	21,05	-3,41	75,02	49,83
Capitalisation unitaire sur résultat en EUR	14,41	18,96	1,39	31,31	6,99

	28/06/2019	30/06/2020	30/06/2021	30/06/2022	30/06/2023
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D en EUR					
Actif net	334 092 832,98	165 342 232,38	109 609 818,95	62 678 869,74	39 219 617,53
Nombre de titres	3 237 524,156	1 676 055,570	1 103 027,377	705 054,692	444 029,901
Valeur liquidative unitaire	103,19	98,64	99,37	88,89	88,32
+/- values nettes unitaire non distribuées			1,40		
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-0,76	-0,66		8,52	3,16
Distribution unitaire sur résultat	3,50	3,85	2,75	5,48	3,38
Crédit d'impôt unitaire					
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES R-C en EUR					
Actif net	10 246 280,66	15 467 779,12	4 849 231,19	3 278 865,35	2 248 344,95
Nombre de titres	96 618,147	148 385,755	45 366,859	33 492,893	22 339,531
Valeur liquidative unitaire	106,04	104,24	106,88	97,89	100,64
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-1,16	-0,62	1,49	7,79	3,26
Capitalisation unitaire sur résultat	3,01	3,49	0,60	5,55	1,06
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C en USD					
Actif net en USD	7 250 906,22	6 531 062,49	5 705 130,78	3 999 693,06	2 459 490,24
Nombre de titres	9 750,864	9 077,437	7 339,425	6 390,652	3 673,969
Valeur liquidative unitaire en USD	743,61	719,48	777,32	625,86	669,43
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes en EUR	-7,28	-3,86	9,19	47,67	19,99
Capitalisation unitaire sur résultat en EUR	15,50	20,20	2,35	32,22	4,56

	28/06/2019	30/06/2020	30/06/2021	30/06/2022	30/06/2023
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C en USD					
Actif net en USD	180 645,27	205 604,63	57 841,03	46 477,98	25 829,70
Nombre de titres	936,912	1 105,000	288,200	288,200	150,000
Valeur liquidative unitaire en USD	192,80	186,06	200,69	161,26	172,19
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes en EUR	-1,89	-1,00	2,37	12,29	5,15
Capitalisation unitaire sur résultat en EUR	3,81	4,78	0,34	7,97	0,90

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
AFRIQUE DU SUD				
AFRIQUE DU SUD 7% 28/02/2031 SERIE 213	ZAR	120 000 000	4 795 869,19	1,11
REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE 8.25% 31/03/2032	ZAR	35 000 000	1 462 665,23	0,34
SAGB 8 01/31/30	ZAR	50 000 000	2 223 100,80	0,5
TOTAL AFRIQUE DU SUD			8 481 635,22	1,9
ALLEMAGNE				
CMZB FRANCFORT 4.625% 21-03-28	EUR	4 000 000	3 986 832,19	0,9
NRW 1.375% 15-01-20 EMTN	EUR	6 500 000	3 270 789,76	0,7
TOTAL ALLEMAGNE			7 257 621,95	1,6
ARGENTINE				
PROVINCE OF BUENOS AIRES 2.0% 01-09-37	EUR	2 000 000	536 864,44	0,1
ROPUERTOS ARGENTINA 2000 6.875% 01-02-27	USD	6 500 000	3 477 138,00	0,8
TOTAL ARGENTINE			4 014 002,44	0,9
AUSTRALIE				
AUSTRALIA 3.25% 21-06-39	AUD	5 000 000	2 703 322,70	0,6
AUSTRALIA GOVERNMENT BOND 2.75% 21-05-41	AUD	12 700 000	6 309 080,51	1,4
TOTAL AUSTRALIE			9 012 403,21	2,0
AUTRICHE				
BRF 4.35% 29-09-26	USD	6 000 000	5 043 705,33	1,1
TOTAL AUTRICHE			5 043 705,33	1,1
BRESIL				
BRAZ NOTA DO 10.0% 01-01-27	BRL	128 344	24 268 599,39	5,6
TOTAL BRESIL			24 268 599,39	5,6
CANADA				
PROVINCE DE LONTARIO 2.7% 02-06-29	CAD	11 500 000	7 456 643,76	1,7
QUEBEC MONTREAL 3.0% 24-01-33	EUR	8 000 000	7 852 032,88	1,8
TOTAL CANADA			15 308 676,64	3,5
CHILI				
CHILE GOVERNMENT INTL BOND 3.1% 07-05-41	USD	5 000 000	3 470 526,53	0,8
TOTAL CHILI			3 470 526,53	0,8
ESPAGNE			,	·
BBVA 5.875% PERP	EUR	400 000	397 304,42	0,1
SPAIN GOVERNMENT BOND 1.45% 31-10-71	EUR	3 003 000	1 488 177,79	0,3
TOTAL ESPAGNE			1 885 482,21	0,4
ETATS-UNIS				
HSBC U 7.2% 15-07-97	USD	2 500 000	2 563 036,57	0,5
JEFF GROU INC 6.5% 20-01-43	USD	5 000 000	4 806 076,85	1,1
PRUDENTIAL FIN 5.2% TF/TV 15/03/44	USD	5 000 000	4 586 597,28	1,0

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif
UNITED STATES OF AMERICA 0.125% 15-04-25	USD	50 000 000	51 206 215,36	11,84
UNITED STATES TREAS INFLATION BONDS 0.5% 15-01-28	USD	5 000 000	5 277 421,72	1,22
UNIT STAT 1.0% 15-02-46 IND	USD	3 000 000	3 061 898,62	0,71
TOTAL ETATS-UNIS			71 501 246,40	16,54
FINLANDE				
FINLANDE 6,95%96-26	USD	9 752 000	9 580 580,22	2,21
TOTAL FINLANDE			9 580 580,22	2,21
FRANCE				
ACAFP 7 7/8 01/29/49	USD	2 000 000	1 824 823,56	0,42
BFCM EUAR10+0.1% PERP EMTN	EUR	2 200 000	1 725 556,92	0,40
BNP PARI SOFRIND+0.075% PERP	USD	5 000 000	4 310 300,82	1,00
EDF 4.0% PERP	EUR	5 400 000	5 410 420,72	1,25
LAMON 5.05 12/17/49	EUR	2 152 000	2 172 424,21	0,50
SCOR 5.25% PERP	USD	2 000 000	1 419 470,37	0,33
SG 4.25% 19-08-26	USD	2 000 000	1 734 016,66	0,40
TOTAL FRANCE			18 597 013,26	4,30
INDONESIE				
STAR ENERGY GEOTHERMAL WAYANG WINDU 6.75% 24-04-33	USD	4 000 000	2 963 482,56	0,68
TOTAL INDONESIE			2 963 482,56	0,68
ITALIE				
CASSA DEP 5.75% 05-05-26	USD	3 800 000	3 469 841,37	0,80
INTE 4.0% 23-09-29	USD	4 000 000	3 247 737,63	0,75
INTE 7.778% 20-06-54	USD	2 500 000	2 288 025,17	0,53
INTE SANP SPA 5.017% 26-06-24	USD	2 900 000	2 577 664,78	0,59
ITALIE 1.25% 15/09/32 IND	EUR	5 000 000	5 909 974,89	1,37
TOTAL ITALIE			17 493 243,84	4,04
JAPON				
JAPAN 30 YEAR ISSUE 0.5% 20-09-46	JPY	3 200 000 000	17 868 478,22	4,13
JAPAN 30 YEAR ISSUE 0.6% 20-06-50	JPY	2 300 000 000	12 493 524,11	2,89
JAPAN5 YEAR ISSUE 0.1% 20-03-28	JPY	1 000 000 000	6 355 913,95	1,48
TOTAL JAPON			36 717 916,28	8,50
LETTONIE				
LATVIA GOVERNMENT INTL BOND 3.5% 17-01-28	EUR	6 300 000	6 364 644,47	1,47
TOTAL LETTONIE			6 364 644,47	1,47
LUXEMBOURG				
MHP LUX SA 6.95% 03-04-26	USD	5 000 000	2 688 755,38	0,62
SB CAPITAL 5.25% 23-05-23	USD	9 000 000		
TOTAL LUXEMBOURG			2 688 755,38	0,62
MEXIQUE				
MEXICAN BONOS 5.0% 06-03-25	MXN	1 250 000	6 259 181,96	1,45
MEXICAN BONOS 8.5% 18-11-38	MXN	1 900 000	9 964 098,75	2,30
MEXICAN BONOS 8.5% 31-05-29	MXN	1 200 000	6 381 361,61	1,47
MEXICO GOVERNMENT INTL BOND 2.875% 08-04-39	EUR	4 200 000	3 201 008,20	0,74

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
PETROLEOS MEXICANOS 2.75% 21/04/27 EMTN	EUR	6 000 000	4 799 286,32	1,11
PETROLEOS MEXICANOS 4.75% 26-02-29	EUR	5 000 000	4 010 892,98	0,93
PETROLEOS MEXICANOS 4.875% 21-02-28	EUR	10 000 000	8 470 640,42	1,96
PETROLEOS MEXICANOS 6.5% 23-01-29	USD	2 650 000	2 084 849,03	0,49
TOTAL MEXIQUE			45 171 319,27	10,45
NORVEGE				
KBN 4.35% 18-01-28	AUD	10 000 000	6 131 586,44	1,42
TOTAL NORVEGE			6 131 586,44	1,42
NOUVELLE-ZELANDE				
NOUV 2.75% 15-04-25	NZD	45 000 000	24 349 335,81	5,63
NOUVELLEZELANDE 0.25% 15-05-28	NZD	7 000 000	3 196 452,44	0,74
TOTAL NOUVELLE-ZELANDE			27 545 788,25	6,37
PAYS-BAS				
DEME INVE BV FOR 4.375% PERP	EUR	3 500 000	3 431 095,98	0,80
METINVEST BV 8.5% 23-04-26	USD	3 500 000	2 217 214,56	0,51
MINEJESA CAPITAL BV 4.625% 10-08-30	USD	7 000 000	5 887 959,61	1,36
PETROBRAS GLOBAL FINANCE BV 5.093% 15-01-30	USD	3 013 000	2 644 129,51	0,61
PETROBRAS GLOBAL FINANCE BV 6.9% 19-03-49	USD	4 000 000	3 459 612,51	0,80
VOLKSWAGEN INTERNATIONAL FINANCE NV 3.875% PERP	EUR	2 500 000	2 243 313,62	0,52
TOTAL PAYS-BAS			19 883 325,79	4,60
ROUMANIE				
ROMANIAN GOVERNMENT INTL BOND 3.375% 08-02-38	EUR	8 721 000	6 410 459,45	1,48
TOTAL ROUMANIE			6 410 459,45	1,48
ROYAUME-UNI				
BARCLAYS 7.75% PERP	USD	1 800 000	1 618 310,85	0,37
HSBC BANK TV85-PERP.	USD	2 500 000	2 314 278,46	0,53
HSBC HOLDINGS PLC 4.75% PERP	EUR	3 000 000	2 609 567,78	0,61
UKT 1 3/4 09/07/37	GBP	9 000 000	7 556 095,96	1,75
TOTAL ROYAUME-UNI			14 098 253,05	3,26
RUSSIE				
RUSSIAN FEDERAL BOND OFZ 6.5% 28-02-24	RUB	1 100 000 000		
TOTAL RUSSIE				
SLOVENIE				
REPU DE SLOV 3.125% 07-08-45	EUR	1 500 000	1 442 049,86	0,34
TOTAL SLOVENIE			1 442 049,86	0,34
TUNISIE				
BANQUE CENTRALE DE TUNISIE INTERNATIONAL 5.625% 17- 02-24	EUR	3 000 000	2 555 029,73	0,59
TOTAL TUNISIE			2 555 029,73	0,59
TURQUIE			_ 100 020,10	5,30
REPUBLIQUE DE TURQUIE 6.0% 25-03-27	USD	7 000 000	5 959 934,31	1,39
TURKEY GOVERNMENT INTL BOND 5.125% 17-02-28	USD	6 000 000	4 897 144,06	1,13
TOTAL TURQUIE			10 857 078,37	2,52

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif
VENEZUELA				
PETROLEOS DE VENEZUELA PDV 0.0% 16-05-24	USD	7 500 000	226 150,37	0,05
VENEZUELA 12.75% 23/08/2022 *USD DEFAULT	USD	7 500 000	573 774,06	0,14
TOTAL VENEZUELA			799 924,43	0,19
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			379 544 349,97	87,79
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			379 544 349,97	87,79
Titres de créances				
Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé				
JAPON				
JAPA TREA DISC BIL ZCP 20-09-23	JPY	1 000 000 000	6 344 105,50	1,47
TOTAL JAPON			6 344 105,50	1,47
TOTAL Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé			6 344 105,50	1,47
TOTAL Titres de créances			6 344 105,50	1,47
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
AMUNDI MULTI FACTOR OPPORTUNITY CREDIT-12 EUR	EUR	450	4 036 428,27	0,93
TOTAL FRANCE			4 036 428,27	0,93
LUXEMBOURG				
AF Global Corp ESG Improvers Bond Z	USD	3 590,25	2 936 271,65	0,68
AMUNDI FUNDS ABSOLUTE RETURN CREDIT I EUR C	EUR	9 900	10 926 729,00	2,53
AMUNDI FUNDS ARGO BOND DYNAM Z HDG EUR C	EUR	2 000	1 931 220,00	0,45
AMUNDI FUNDS EMERGING MARKETS CORPORATE BOND O USD C	USD	8 651,225	10 393 285,15	2,40
AMUNDI FUNDS EMERGING MARKETS LOCAL CURRENCY BOND O USD C	USD	14 000	12 530 962,42	2,90
TOTAL LUXEMBOURG			38 718 468,22	8,96
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			42 754 896,49	9,89
TOTAL Organismes de placement collectif			42 754 896,49	9,89
Indemnités sur titres prêtés			411,38	
Titres donnés en pension				
ALLEMAGNE				
ALLEMAGNE 0.1% 15-04-26 IND	EUR	15 000 000	18 114 063,51	4,19
TOTAL ALLEMAGNE			18 114 063,51	4,19
AUTRICHE				
AUST GOVE BON 2.4% 23-05-34	EUR	7 000 000	6 608 677,62	1,53
TOTAL AUTRICHE			6 608 677,62	1,53
BELGIQUE				
BELGIQUE 3.75% 22/06/2045	EUR	3 000 000	3 201 389,02	0,74
BELGIUM 1.6% 22-06-47	EUR	8 000 000	5 740 357,81	1,33
TOTAL BELGIQUE			8 941 746,83	2,07

Décimation des valours	Devise	Qté Nbre ou	Valour actualla	% Actif
Désignation des valeurs	Devise	nominal	Valeur actuelle	Net
CANADA				
QUEBEC MONTREAL 0.875% 04-05-27	EUR	12 000 000	10 895 792,46	2,52
TOTAL CANADA			10 895 792,46	2,52
ESPAGNE				
SPAI GOVE BON 3.45% 30-07-66	EUR	2 800 000	2 644 220,27	0,61
SPAIN GOVERNMENT BOND 2.7% 31-10-48	EUR	3 750 000	3 160 598,89	0,73
TOTAL ESPAGNE			5 804 819,16	1,34
FRANCE				
FRANCE GOVERNMANT BOND OAT 1.5% 25-05-50	EUR	3 000 000	2 093 311,23	0,48
FRANCE GOVERNMANT BOND OAT 2.0% 25-05-48	EUR	4 000 000	3 175 208,85	0,74
FRANCE GOVERNMANT BOND OAT 4.0% 25-10-38	EUR	4 700 000	5 314 492,49	1,23
TOTAL FRANCE			10 583 012,57	2,45
ITALIE				
ITALIE 1.25% 15/09/32 IND	EUR	4 000 000	4 727 979,91	1,09
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 0.65% 15-05-26	EUR	16 000 000	18 122 187,13	4,19
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 1.5% 30-04-45	EUR	2 000 000	1 243 962,83	0,29
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 2.65% 01-12-27	EUR	6 000 000	5 757 568,36	1,33
TOTAL ITALIE			29 851 698,23	6,90
PORTUGAL				
PORTUGAL REPUBLIQUE 4.1% 15-02-45	EUR	4 500 000	4 982 172,23	1,15
TOTAL PORTUGAL			4 982 172,23	1,15
TOTAL Titres donnés en pension			95 781 982,61	22,15
Dettes représentatives des titres données en pension			-95 634 443,74	-22,12
Indemnités sur titres données en pension			-152 310,11	-0,04
Instruments financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
AUST 10Y BOND 0923	AUD	-40	13 359,12	0,01
CAN 2YR BOND 0923	CAD	83	-45 144,42	-0,01
CAN 5YR BOND 0923	CAD	214	-176 393,99	-0,04
CBOT USUL 30A 0923	USD	-56	-52 961,73	-0,02
EURO BOBL 0923	EUR	-357	638 370,00	0,15
EURO BTP 0923	EUR	292	165 240,00	0,04
EURO BUND 0923	EUR	-113	107 360,00	0,02
EURO SCHATZ 0923	EUR	-561	480 255,00	0,11
FV CBOT UST 5 0923	USD	1 456	-1 999 233,79	-0,46
I EURIBOR 3 1223	EUR	287	-452 025,00	-0,10
JAP GOVT 10 0923	JPY	-53	-223 606,53	-0,05
LIFFE LG GILT 0923	GBP	-18	-5 663,35	
MSE CANADA 10 0923	CAD	-501	219 526,22	0,05
SOFRRATE 3M 1223	USD	-314	759 142,99	0,17
TU CBOT UST 2 0923	USD	239	-534 021,26	-0,12

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
US 10YR NOTE 0923	USD	-664	675 856,44	0,16
US 10Y ULT 0923	USD	51	-26 659,89	-0,01
US TBOND 30 0923	USD	64	55 109,99	0,01
XEUR FGBX BUX 0923	EUR	-284	-682 300,00	-0,16
XEUR FOAT EUR 0923	EUR	15	11 660,00	
XSFE YT1 AUST 0923	AUD	-127	36 454,19	0,01
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			-1 035 676,01	-0,24
TOTAL Engagements à terme fermes			-1 035 676,01	-0,24
Engagements à terme conditionnels				
Engagements à terme conditionnels sur marché de gré à gré				
NOKSEK C 1.01 08/23	NOK	250 000 000	265 396,69	0,06
TOTAL Engagements à terme conditionnels sur marché de gré à gré			265 396,69	0,06
TOTAL Engagements à terme conditionnels			265 396,69	0,06
Autres instruments financiers à terme				
Swaps de taux				
FIX/0.878/E6R/0.0	EUR	20 000 000	-2 272 183,33	-0,53
FIX/2.5/CCSW01/0.0	CNY	140 000 000	81 925,03	0,02
FIX/4.483/SONIO/0.0	GBP	18 050 000	-487 062,90	-0,11
FIX/4.95/SONIO/0.0	GBP	17 710 000	-69 694,62	-0,02
TOTAL Swaps de taux			-2 747 015,82	-0,64
Credit Default Swap				
CDX NA HY SERIE 39 V	USD	-2 475 000	-74 030,60	-0,0
CDX NA HY SERIE 39 V	USD	-14 850 000	-444 183,63	-0,09
CDX NA IG SERIE 39 V	USD	-48 000 000	-651 522,15	-0,15
ITRAXX EUROPE S38 V1	EUR	-20 000 000	-268 401,11	-0,06
ITRAXX EUROPE S38 V1	EUR	-15 000 000	-201 300,83	-0,05
ITRAXX EUROPE S38 V1	EUR	-21 000 000	-281 821,17	-0,06
ITRAXX EUROPE S38 V1	EUR	-5 000 000	-67 100,28	-0,02
ITRAXX EUROPE S38 V1	EUR	-5 000 000	-67 100,28	-0,02
ITRAXX EUR XOVER S38	EUR	-3 000 000	-150 901,73	-0,04
TOTAL Credit Default Swap			-2 206 361,78	-0,50
TOTAL Autres instruments financiers à terme			-4 953 377,60	-1,14
TOTAL Instruments financier à terme			-5 723 656,92	-1,32
Appel de marge				
APPEL MARGE CACEIS	AUD	-81 644,02	-49 813,31	-0,0
APPEL MARGE CACEIS	USD	1 224 943,55	1 122 771,36	0,26
APPEL MARGE CACEIS	CAD	2 905	2 012,19	
APPEL MARGE CACEIS	JPY	35 260 000	223 606,53	0,05
APPEL MARGE CACEIS	EUR	-268 560	-268 560,00	-0,06
APPEL MARGE CACEIS	GBP	4 860	5 663,35	-,
TOTAL Appel de marge			1 035 680,12	0,24

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Créances			1 303 652 650,85	301,54
Dettes			-1 298 666 829,43	-300,39
Comptes financiers			3 400 041,54	0,79
Actif net			432 336 878,26	100,00

Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES OR-D	EUR	444 029,901	88,32
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR I-C	EUR	387 652,279	614,57
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES IHC-C	CHF	76 776,755	614,02
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES R-C	EUR	22 339,531	100,64
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES CHF P-C	CHF	550,531	102,05
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES EUR P-C	EUR	460 451,138	221,50
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD P-C	USD	150,000	172,19
Action AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES USD I-C	USD	3 673,969	669,43

AMUNDI OBLIG INTERNATIONALES SICAV 91-93 boulevard Pasteur 75015 PARIS 999 990 302 RCS PARIS

Amundi Asset Management, Société par actions Simplifiée - SAS au capital de 1 143 615 555 € Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP 04 000 036. Siège social : 91-93 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris - www.amundi.com

